

# Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

## I – Les relations extérieures du Canada

Hélène Garneau

Volume 13, numéro 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701317ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701317ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Garneau, H. (1982). Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec : i – Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 13(1), 127–161. <https://doi.org/10.7202/701317ar>

# CHRONIQUE DES RELATIONS EXTÉRIEURES DU CANADA ET DU QUÉBEC

Hélène GALARNEAU\*

## I — Les relations extérieures du Canada

(octobre à décembre 1981)

### A — Aperçu général

Dans le budget qu'il présentait à la Chambre des Communes le 12 novembre, le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, prévoyait pour l'année 1982-83 une augmentation des dépenses de défense de 18.3% et, pour les Affaires extérieures, une augmentation de 25.4% par rapport à l'année précédente. La croissance des dépenses totales du gouvernement fédéral ne sera cependant que de 11.7% pour cette période.

Le ministre MacEachen a justifié l'augmentation du budget de la défense par l'engagement pris envers l'OTAN d'accroître de 3% en termes réels les dépenses de défense. Pour tenir cet engagement, celles-ci doivent augmenter de 17% en 1981-82 et de plus de 18% en 1982-83.

Quant aux Affaires extérieures, M. MacEachen a déclaré que les montants alloués à l'aide au développement seront plus élevés en 1982-83. Il s'agit ici aussi de tenir l'engagement pris par le gouvernement canadien de hausser l'aide publique au développement à 0.5% de son PNB d'ici le milieu des années 1980<sup>1</sup>.

À l'automne, la politique étrangère canadienne a suivi son cours normal. Le Canada a participé aux conférences internationales du Commonwealth et de Cancun et, sur le plan des relations bilatérales, il a poursuivi ses échanges réguliers. On retiendra cependant l'activité spéciale qui a entouré la préparation et l'envoi de la résolution constitutionnelle canadienne à Londres. Nous examinerons donc au cours des pages qui vont suivre les relations bilatérales et multilatérales entretenues par le Canada avec ses partenaires internationaux. Nous donnerons d'abord un aperçu des événements reliés à sa politique de défense et des mesures annoncées par le gouvernement au cours de l'automne en matière d'aide au développement, d'immigration et d'aide aux réfugiés.

### B — Les politiques de défense

Fin octobre, les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN se sont réunis pendant deux jours à Gleneagles, en Écosse. Ils ont discuté du déploiement des armes nucléaires de moyenne portée en Europe et des pourparlers américano-soviétiques sur leur limitation prévus pour le 30 novembre.

---

\**Documentaliste, C.Q.R.I.*

1. *Le Devoir*, 13 novembre 1981, p. 2.

*Revue Études internationales*, vol. XIII, n° 1, mars 1982

Le communiqué final de la rencontre note que ces négociations devraient tenter de limiter les armements « à leur niveau le plus bas possible »<sup>2</sup>. Mais, soulignant l'aggravation du déséquilibre Est-Ouest quant aux missiles nucléaires de moyenne portée en Europe, les ministres ont réaffirmé la nécessité de la mise en application de leur décision de 1979 relative au déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière. À la demande des Européens et notamment de la RFA, qui fait face à une recrudescence du mouvement anti-nucléaire, le communiqué final mentionne l'« option zéro », *i.e.* le retrait d'Europe de tous les missiles nucléaires de moyenne portée, comme constituant une possibilité, suivant les circonstances. À ce propos, les ministres ont également discuté des réactions du public aux politiques de déploiement des armements nucléaires de l'OTAN<sup>3</sup>.

La session ministérielle d'automne du Conseil de l'Atlantique Nord a eu lieu les 10 et 11 décembre à Bruxelles. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, y a dirigé la délégation canadienne et, en tant que président d'honneur, a prononcé le discours inaugural<sup>4</sup>. Ici encore il fut question de l'opposition des populations à la modernisation des forces nucléaires de l'OTAN. M. MacGuigan a longuement insisté sur l'importance de faire comprendre au public la raison d'être de l'OTAN et de ses politiques :

Nous devons convaincre nos publics que le désarmement unilatéral accroît plutôt qu'il ne réduit le danger de guerre. Nous sommes d'accord avec le mouvement pacifiste : la course aux armes nucléaires peut et doit être arrêtée. Nous devons les persuader que nous ne cherchons pas la supériorité militaire pas plus que nous ne visons la parité absolue. Nous cherchons plutôt une plus grande sécurité au niveau d'armement le plus bas possible, tant nucléaire que classique. Voilà pourquoi nous devons utiliser au mieux nos communiqués et toutes les ressources de communication de l'OTAN pour expliquer qu'il s'agit là du but fondamental de notre alliance. Il nous faut répondre aux angoisses du mouvement pacifiste, mais la vraie campagne de désarmement nucléaire doit être menée à la table de négociation<sup>5</sup>.

M. MacGuigan a également salué l'approche globale des questions de contrôle des armements adoptée par le président Reagan et rappelé l'importance qu'attache l'Alliance atlantique au contrôle des armements. Maintien de la solidarité atlantique et volonté de négocier sont à cet égard essentiels, a affirmé le ministre<sup>6</sup>.

Cette réunion de l'OTAN s'est toutefois achevée sans que soit publié de communiqué final. Le conflit entre la Grèce et la Turquie a en effet empêché l'adoption d'un texte final, ce qui, selon le secrétaire-général de l'Organisation, M. Joseph Luns, a constitué un fait sans précédent dans l'histoire de l'Alliance<sup>7</sup>.

Toujours en décembre, lors de la réunion semi-annuelle du Comité des plans de Défense de l'OTAN de Bruxelles, le ministre de la Défense, M. Gilles Lamontagne, a annoncé l'augmentation de 18% du budget de la défense au Canada pour 1982-1983. M. Lamontagne a également affirmé que le Canada respectera son engagement de fournir 54 appareils CF-18 au Commandant suprême allié en Europe<sup>8</sup>.

À l'OTAN, des consultations ont encore eu lieu fin décembre pour discuter de l'attitude à adopter devant l'imposition de la loi martiale en Pologne<sup>9</sup>.

2. *Le Devoir*, 22 octobre 1981, p. 9.

3. *Ibid.*, p. 9.

4. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 116* (1<sup>er</sup> décembre 1981).

5. *Idem.*, *Déclarations et Discours*, no 81/28 (10 décembre 1981), p. 2.

6. *Idem.*, p. 4.

7. *Le Devoir*, 10 décembre 1981, p. 6.

8. Quartier général de la Défense nationale, *Communiqué no 73/81* (9 décembre 1981), p. 9.

9. *Le Devoir*, 29 décembre 1981, p. 4.

Les priorités actuelles du Canada dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements ont été réaffirmées devant la première commission de la 36<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 28 octobre, par l'ambassadeur du Canada au désarmement, M. Arthur Menzies. Le Canada souhaite donc :

1. la reprise des pourparlers américano-soviétiques sur la limitation des armes stratégiques qui, selon lui, est un préalable au succès de la deuxième Session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement prévue pour le printemps prochain ;
2. la conclusion d'un traité sur l'interdiction vérifiable des essais nucléaires ;
3. la limitation des armes conventionnelles ;
4. l'interdiction des armes chimiques ;
5. la conclusion d'un accord sur l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique<sup>10</sup>.

### C — Les politiques d'aide au développement

Dans un discours prononcé le 3 octobre à Montréal devant l'Association canadienne des études prospectives, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacGuigan, affirmait que les efforts canadiens d'aide au développement continueraient d'être axés sur les pays les plus pauvres et que

Les programmes d'aide bilatérale seront axés sur trois secteurs prioritaires : l'agriculture, l'énergie et les ressources humaines, là où les capacités canadiennes fondées sur la compétence canadienne s'harmonisent le mieux avec les besoins futurs des pays en développement.

Je prévois que les formes traditionnelles d'aide – aide alimentaire et importants projets d'infrastructure – continueront de céder le pas aux formes d'aide axées sur une mise en valeur plus grande des compétences humaines.<sup>11</sup>

M. MacGuigan a précisé qu'en 1981, 25% de l'aide bilatérale était consacrée à l'aide alimentaire et 20% à des projets reliés à l'énergie<sup>12</sup>. Quant aux ressources humaines, le ministre a affirmé que l'ACDI avait modifié ses modalités d'intervention dans les pays en développement pour accorder plus d'attention « à la mise en valeur du facteur humain comme moteur du processus de développement »<sup>13</sup>. Dans cette optique, l'ACDI a augmenté la part de son budget consacrée aux organisations non gouvernementales, celles-ci accordant une place importante aux relations interpersonnelles<sup>14</sup>.

Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, affirmait pour sa part le 11 novembre que la proportion de l'aide bilatérale du Canada affectée au développement agricole et rural continuerait de s'accroître. M. Whelan, qui participait à Rome à la séance plénière de la 21<sup>ème</sup> conférence biennale de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a rappelé que la contribution canadienne au développement agricole se chiffrait à 30% du total de l'aide bilatérale et qu'elle serait portée à 45% au cours des cinq prochaines années, comme l'a annoncé le premier ministre Trudeau lors de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth<sup>15</sup>.

10. Délégation du Canada auprès des Nations Unies, *Communiqué no 18* (28 octobre 1981), pp. 1 à 7.

11. Ministère des Affaires extérieures, *Déclarations et Discours*, no 81/25 (3 octobre 1981), p. 4.

12. *Idem.*, p. 4.

13. *Idem.*, p. 5.

14. *Idem.*, p. 5.

15. Ministère de l'Agriculture, *Projet d'allocation devant l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), à Rome, Italie*, 11 novembre 1981, pp. 7-8.

Lors de la conférence de Melbourne, le Premier ministre a également annoncé la création, au Canada, d'un centre international de mise en valeur des océans pour aider les pays en développement dans ce domaine<sup>16</sup>.

Dans son discours à la FAO, le ministre de l'Agriculture a déclaré que cette organisation devrait restreindre ses dépenses :

Il m'est difficile, a-t-il dit, d'approuver la majoration proposée dans le budget de la FAO pour les deux prochaines années (...) Le Canada fait sien le point de vue de Cancun selon lequel l'agriculture constitue une priorité de toute première importance pour ce qui est du développement.

Nous pensons cependant que la FAO a atteint une envergure telle qu'elle est à même de pouvoir fonctionner efficacement. Elle est une agence d'exécution, non une agence de distribution de fonds<sup>17</sup>.

Le 4 novembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait le versement des contributions canadiennes à trois organisations des Nations Unies pour l'année 1982-83. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) recevra \$49 millions du gouvernement canadien, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) \$11 millions, et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population \$8,5 millions. Le montant de ces contributions, soumis à l'approbation du Parlement, est d'environ 10% supérieur aux montants versés pour 1981-82<sup>18</sup>.

## D — Les politiques d'immigration

Le 2 novembre, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, a déposé à la chambre des Communes le rapport annuel sur les niveaux d'immigration. Alors qu'il était auparavant établi chaque année, le nombre d'immigrants qui seront admis au Canada a cette fois été fixé pour une période de trois ans. Ce nombre variera entre 130,000 et 135,000 en 1982, entre 134,000 et 144,000 en 1983 et entre 130,000 et 145,000 en 1984. Ces chiffres seront néanmoins révisés chaque année et modifiés au besoin<sup>19</sup>.

Le nombre d'immigrants de la catégorie de la famille (personnes ayant des membres de leur famille installés au Canada) devrait s'accroître modérément au cours des trois prochaines années. Quant aux réfugiés qui seront parrainés par le gouvernement, le nombre approximatif, qui, a dit M. Axworthy, ne peut être déterminé plus d'un an à l'avance en raison de l'évolution constante de la situation des réfugiés dans le monde, a été établi à 14,000 pour l'année 1982. De 20,000 à 25,000 travailleurs sélectionnés feront partie des quotas d'immigration de chacune des trois années<sup>20</sup>.

Une modification du Règlement sur l'immigration a été annoncée, le 15 octobre, par les ministres de l'Emploi et de l'Immigration et des Affaires extérieures. Elle exige des ressortissants de l'Inde qui souhaitent visiter le Canada l'obtention d'un visa. Cette mesure a été rendue nécessaire, a déclaré M. Axworthy,

en raison du nombre croissant de citoyens de ce pays qui venaient au Canada, prétendant être des visiteurs mais avec l'intention arrêtée d'y demeurer en permanence. Au cours des derniers mois, a-t-il poursuivi, des centaines de personnes venant de ce pays ont revendiqué

16. Délégation du Canada auprès des Nations Unies, *Communiqué de presse no 8* (15 octobre 1981), p. 6.

17. Ministère de l'Agriculture, *op.cit.*, pp. 3 et 4.

18. ACDI, *Communiqué no 81-51* (4 novembre 1981).

19. Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 81-62* (2 novembre 1981).

20. *Idem*.

le statut de réfugié à leur arrivée, souvent après avoir été conseillées en ce sens par des agents sans scrupule en Inde. Cela a pour effet de nuire au mouvement des visiteurs de bonne foi de l'Inde et de retarder considérablement le processus global d'examen des personnes qui revendiquent le statut de réfugié<sup>21</sup>.

90% des demandes de statut de réfugié soumises au Comité consultatif canadien sur le statut de réfugié viennent en effet de ressortissants indiens et M. Axworthy a dit souhaiter que l'exigence du visa permette de corriger la situation<sup>22</sup>.

## E — Les politiques concernant les réfugiés

Le 18 novembre, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, rendait public le rapport du Groupe d'étude sur le processus de reconnaissance du statut de réfugié, qu'il avait créé en septembre 1980.

Le Groupe d'étude recommande une révision de la procédure d'évaluation des demandes d'obtention du statut de réfugié, afin que soit établi un système plus juste et plus efficace<sup>23</sup>. Le ministre Axworthy a reconnu qu'il était nécessaire de modifier la procédure, et s'est dit prêt à mettre immédiatement en oeuvre certaines recommandations du rapport, notamment en ce qui a trait à

- (l'établissement) de nouvelles lignes directrices concernant l'interprétation de la définition de réfugié et l'évaluation de la crédibilité;
- une distribution générale aux points d'entrée et dans les Centres d'Immigration du Canada d'un dépliant expliquant comment on peut demander le statut de réfugié au Canada;
- la nomination de membres indépendants additionnels au sein du Comité consultatif du statut de réfugié<sup>24\*</sup>.

D'autres changements se rapportent aux montants consentis pour les frais de traduction et au lieu de la tenue des examens et des enquêtes seront apportés, a affirmé le ministre, lorsque les ressources financières seront disponibles. M. Axworthy a également confié à ses fonctionnaires le soin d'étudier une autre recommandation du Groupe d'étude sur la révision de la nomenclature de la catégorie des exilés volontaires. Enfin, il a annoncé pour le début de l'année 1982 la tenue d'un symposium national sur la protection des réfugiés au Canada, au cours duquel les autres recommandations du rapport feront l'objet de discussions<sup>25</sup>.

Le 16 novembre, le représentant permanent du Canada aux Nations Unies, M. Gérard Pelletier, annonçait le montant de la contribution canadienne à l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA). Le Canada versera \$8,100,000 à cet organisme pour 1982. Ceci comprend \$3,600,000 en espèces, une augmentation de 24% par rapport à 1981, et des envois de farine de blé d'une valeur de \$4,500,000, comme pour l'année 1981<sup>26</sup>.

21. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 81-56* (15 octobre 1981), p. 1.

22. *Idem.*, p. 3.

23. *Le Devoir*, 20 novembre 1981, p. 2.

24. Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 81-66* (18 novembre 1981), p. 2.

\* Pour faire suite à cette dernière recommandation, le ministre Axworthy rendait publiques le 14 décembre trois nouvelles nominations au Comité consultatif du statut de réfugié, afin de réduire l'arriéré de cas. Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 81-72*, (14 décembre 1981).

25. *Idem.*, p. 2.

26. Délégation du Canada auprès des Nations Unies, *Communiqué de presse no 26* (16 novembre 1981).

## F — Les rencontres internationales

### 1 — LE CANADA ET L'ONU

À l'automne, la 36<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies a permis au Canada d'exprimer son point de vue sur plusieurs problèmes internationaux.

Le 15 octobre, la représentante du Canada à la deuxième commission de l'Assemblée générale, Mme Aideen Nicholson, faisait une déclaration sur les activités d'aide au développement. En cette période de crise économique, a-t-elle affirmé, il faut éviter les politiques d'intérêt national à courte vue. Mme Nicholson a déclaré :

La théorie selon laquelle l'arrêt momentané de l'accroissement de l'aide politique au développement aidera les pays développés à se sortir de leurs difficultés économiques actuelles, ce qui, à son tour, favorisera la croissance économique dans les pays développés — ne permet pas de relever adéquatement le défi du développement. Le Canada a rejeté cette approche et s'est engagé à atteindre l'objectif de 0.5% de son PNB en 1985 ainsi qu'à tâcher par tous les moyens d'atteindre 0.7% à la fin de la décennie<sup>27</sup>.

Elle a également rappelé les grands secteurs d'intervention du Canada et notamment l'approvisionnement en eau potable, la production alimentaire et le développement agricole et rural, et l'aide alimentaire.

Dans le même discours, Mme Nicholson soulignait l'importance qu'attache le Canada aux problèmes environnementaux et à la réunion de 1982 du Conseil d'administration du PNUE, qui commémorera le dixième anniversaire de la Conférence de Stockholm<sup>28</sup>.

Le 10 novembre, toujours devant la deuxième commission, Mme Nicholson faisait une déclaration sur le financement et l'administration des activités opérationnelles pour le développement des Nations Unies. Le Canada s'est dit en faveur de la centralisation des contributions et de l'uniformisation des procédures à l'ONU. Sur la première de ces questions, Mme Nicholson déclarait :

Le Canada déplore la tendance qu'ont plusieurs institutions spécialisées à rechercher elles-mêmes des contributions spécialisées à leurs propres programmes de coopération technique, donnant dans certains cas le ralentissement du taux de croissance du PNUD comme justification pour contourner cet organisme. Le Canada est d'avis qu'une telle action a des effets négatifs en ceci qu'elle va directement à l'encontre des politiques convenues en matière d'intégration et de coordination<sup>29</sup>.

Parmi les sujets traités à la session d'automne de l'Assemblée générale, on note également une déclaration canadienne sur la situation en Afghanistan, dans laquelle le Canada presse l'Union soviétique de retirer ses troupes du pays<sup>30</sup>, et une autre qui porte sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient<sup>31</sup>. Le Canada s'est dit préoccupé de la situation financière précaire de l'UNRWA et a souligné l'urgence de rechercher des solutions à long terme pour soutenir cet organisme.

Enfin, le Canada a souhaité que les travaux de la première commission de l'Assemblée générale contribuent aux préparatifs de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement de 1982<sup>32</sup>.

27. Délégation du Canada auprès des Nations Unies, *Communiqué de presse no 8*, 15 octobre 1981, p. 2.

28. *Idem.*, p. 7.

29. *Idem.*, *Communiqué de presse no 24*, 10 novembre 1981, p. 2.

30. *Idem.*, *Communiqué de presse no 27*, 17 novembre 1981.

31. *Idem.*, *Communiqué de presse no 21*, 5 novembre 1981.

32. *Idem.*, *Communiqué de presse no 18*, 28 octobre 1981.

## 2 – LA CONFÉRENCE DES CHEFS DE GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH

Le premier ministre canadien, M. Pierre Trudeau, a participé, avec quarante autres chefs d'État ou de gouvernement, à la Conférence du Commonwealth qui a eu lieu à Melbourne, en Australie, du 30 septembre au 7 octobre.

Les problèmes économiques, le Dialogue Nord-Sud et les questions d'actualité internationale ont été au cœur des discussions. Au sujet du sommet de Cancun, qui devait avoir lieu quelques semaines plus tard, M. Trudeau a souhaité qu'il soit le catalyseur des négociations globales et fasse naître la volonté politique nécessaire pour résoudre les problèmes<sup>33</sup>. En marge de la rencontre, M. Trudeau et les responsables de six autres pays qui seront à Cancun, dont Mme Thatcher et Mme Gandhi, se sont réunis le 7 octobre pour discuter de leur attitude au Sommet Nord-Sud<sup>34</sup>.

Le Premier ministre canadien a demandé à ses homologues de prendre parti fermement contre le protectionnisme, par lequel aucun pays ne peut résoudre ses problèmes économiques, et de soutenir la proposition du Sommet d'Ottawa d'une rencontre au niveau ministériel pour discuter de la libération des échanges, l'an prochain<sup>35</sup>.

Deux documents ont émané de la conférence. Une « Déclaration de Melbourne », rendue publique le 4 octobre, prône la relance du Dialogue Nord-Sud. Cette déclaration, apparemment écrite par un membre du bureau du premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, n'a cependant pas fait l'unanimité et plusieurs pays participants s'en sont dissociés, publiquement ou en privé<sup>36</sup>.

Dans le communiqué final de la Conférence, les pays du Commonwealth donnent leurs recommandations sur les grands problèmes internationaux. Le communiqué:

- affirme que le sommet de Cancun devrait accepter des négociations à l'échelle mondiale;
- demande le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan;
- affirme le droit de la Pologne à choisir son destin sans ingérence étrangère;
- souligne l'urgence d'une solution politique qui assure l'indépendance du Cambodge;
- se prononce en faveur d'une paix juste et durable au Proche-Orient (si la reconnaissance des droits du peuple palestinien fait l'unanimité, le communiqué précise cependant que la participation de l'OLP aux négociations de paix est envisagé par « la plupart des chefs de gouvernement »<sup>37</sup>);
- réclame l'application de l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud décrété par les Nations Unies et le retrait des troupes sud-africaines d'Angola;
- espère la mise en oeuvre des dernières propositions du Groupe de contact sur la Namibie le plus tôt possible;
- demande à tous les gouvernements, mais plus particulièrement aux grandes puissances économiques, de porter attention aux effets de leurs politiques, notamment dans le domaine des taux d'intérêt, sur les autres pays<sup>38</sup>.

33. *Le Devoir*, 3 octobre 1981, p. 6.

34. *Le Devoir*, 8 octobre 1981, p. 8.

35. *Le Devoir*, 3 octobre 1981, p. 6. et *Hebdo Canada*, vol. 9, no 38 (28 octobre 1981), p. 1.

36. *The Globe and Mail*, 8 octobre 1981, pp. 1 et 2.

37. *Le Devoir*, 8 octobre 1981, p. 8.

38. *Le Devoir*, 8 octobre 1981, p. 8, Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 38 (28 octobre 1981), p. 1.



### 3 – LE SOMMET NORD-SUD

Le Sommet Nord-Sud a réuni à Cancun, au Mexique, les 22 et 23 octobre, les dirigeants de vingt-deux pays. Huit pays représentaient le Nord et quatorze le Sud. Du côté des premiers, on retrouve le Canada, les États-Unis, le Japon, la France, la Grande-Bretagne, la Suède, la République fédérale d'Allemagne, et l'Autriche, et, représentant les seconds, l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, la Côte d'Ivoire, la Guyane, l'Inde, le Mexique, le Nigeria, les Philippines, la Tanzanie, le Venezuela et la Yougoslavie<sup>39</sup>.

En l'absence du chancelier autrichien, qui devait co-présider la rencontre avec le président Portillo du Mexique, le Premier ministre canadien a fait office de co-président du Sommet. Depuis un an, M. Trudeau s'est en effet employé à stimuler la relance du dialogue Nord-Sud et s'est fait le défenseur de la mise en oeuvre des négociations globales. C'est encore la position qu'il a défendue à Cancun. Lors de la séance inaugurale, le Premier ministre a déclaré :

Quel que soit le résultat de ce sommet, il semble évident que la recherche de solutions à des problèmes globaux devra, en dernier ressort, être confiée à des instances plus universelles. Et il semblerait, non seulement souhaitable mais également logique, de convenir des questions économiques<sup>40</sup>.

Le président des États-Unis, vers qui l'attention était tournée, s'est présenté à Cancun avec quatre conditions préalables à la participation américaine à la préparation de négociations globales. Ces conditions stipulent que les négociations devront adopter une approche « cas par cas », qu'elles ne devront pas se substituer aux organismes internationaux existants, qu'aucun nouvel organisme international ne devra être créé et que les politiques économiques nationales devront être respectées<sup>41</sup>.

La position américaine a été qualifiée de « très positive » par le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures. Même si les conditions posées par les États-Unis fixent des « limitations certaines », a dit M. MacGuigan, elles laissent assez de champ pour la tenue de négociations globales<sup>42</sup>.

Les préalables américains ont été repris dans un projet de résumé final de la conférence rédigé par MM. Trudeau et Portillo. Ce résumé comprenait également un échéancier des pourparlers préparatoires aux négociations globales. Le compromis, inspiré par le Premier ministre canadien, a néanmoins été rejeté par trois pays du Tiers Monde qui ont cru que l'acceptation des conditions américaines conduirait à un recul par rapport au chemin parcouru depuis 1979<sup>43</sup>. De retour à Ottawa, M. Trudeau a déploré le rejet du compromis canadien qui, a-t-il dit, aurait permis de garder les États-Unis à la table de négociations pour la recherche des moyens d'entreprendre les négociations globales<sup>44</sup>.

Le Sommet de Cancun n'aura donc pas permis de régler le problème des négociations globales. Le résumé des conclusions de la rencontre affirme à ce sujet qu'il y aurait

avantage à soutenir, aux Nations Unies, avec conscience de l'urgence, un consensus pour lancer les négociations globales sur des bases dont il faudra convenir mutuellement, et dans des circonstances permettant d'espérer des progrès significatifs<sup>45</sup>.

39. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 40 (11 novembre 1981), p. 1.

40. *Ibid.*, p. 8.

41. Oakland ROSS, *The Globe and Mail*, 26 octobre 1981, p. 12.

42. *Le Devoir*, 23 octobre 1981, p. 10.

43. Oakland ROSS, *The Globe and Mail*, 26 octobre 1981, p. 12.

44. James RUSK, *The Globe and Mail*, 31 octobre 1981, p. 5.

45. Lise BISSONNETTE, *Le Devoir*, 27 octobre 1981, p. 8.

Selon M. Trudeau, cette allusion aux négociations globales ne constitue pas « un solide pas en avant »<sup>46</sup>. Mais aucun pays ne s'était rendu muni de grands espoirs à cette rencontre qui, avait-il été convenu, devait être l'occasion d'un échange de vues et surtout pas de négociations.

Comme l'avait précisé la réunion préparatoire du mois d'août, les discussions ont porté également sur les grands problèmes économiques mondiaux et notamment sur l'alimentation et l'agriculture, le commerce, l'énergie, les dettes des pays en développement et les modalités d'accès de ces pays aux sources de financement<sup>47</sup>.

## G — Les relations canado-américaines

À l'automne, les États-Unis et le Canada ont continué à échanger commentaires et griefs reliés au Programme énergétique national et à la politique canadienne concernant les investissements étrangers. Contrairement à l'escalade verbale qui avait marqué la période précédente, le ton a baissé au début d'octobre mais, comme en témoigne un échange de lettres entre le représentant spécial américain au commerce et l'ambassadeur canadien aux États-Unis en décembre, les problèmes restent entiers. Le gouvernement américain a également présenté au Congrès, qui les a adoptés, les amendements législatifs qui devraient permettre la poursuite de la construction du pipeline de l'Alaska et que le Canada réclamait à l'été. Les deux pays ont encore repris leurs discussions sur la pollution transfrontière et sur d'autres questions bilatérales.

### 1 — LE CONTENTIEUX ÉCONOMIQUE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a profité d'un discours qu'il prononçait au Centre des relations interaméricaines de New York, le 30 septembre, pour présenter et justifier la perspective canadienne dans le domaine de l'énergie et des investissements étrangers. M. MacGuigan a expliqué par l'existence d'institutions politiques différentes et par la différence de la structure des économies canadienne et américaine la divergence des « chemins respectifs » des deux pays et notamment de leur conception du degré d'intervention du gouvernement dans la vie économique.<sup>48</sup> Malgré le tamisage (et non le blocage, a précisé le secrétaire d'État) des investissements étrangers, le Canada avait approuvé, jusqu'en août 1981, 90,5% des demandes américaines à ce sujet<sup>49</sup>. Et malgré cette politique appliquée depuis sept ans, a-t-il ajouté,

la mainmise étrangère au Canada se situe à un niveau qui (...) ne serait tout simplement pas toléré aux États-Unis<sup>50</sup>.

Quant au Programme énergétique national (PEN), il a été rendu nécessaire parce que la politique précédente.

avait à toutes fins pratiques pour effet de garantir que les grosses sociétés (étrangères) pourraient se développer davantage<sup>51</sup>.

Maintenant,

les opérations des entreprises étrangères au Canada sont toujours fort rentables, et elles peuvent l'être encore plus si elles accroissent la part détenue par des intérêts canadiens<sup>52</sup>.

46. Oakland Ross, *The Globe and Mail*, 26 octobre 1981, p. 12.

47. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 40 (11 novembre 1981), p. 2.

48. Ministère des Affaires extérieures, *Discours*, 30 septembre 1981, pp. 3 et 4.

49. *Idem.*, p. 4.

50. *Idem.*, p. 5.

51. *Idem.*, p. 7.

52. *Idem.*, p. 7.

M. MacGuigan a tenu également, dans son discours, à souligner l'existence de certaines politiques américaines qui ne satisfont pas le Canada :

Le comportement des États-Unis en matière de commerce et d'investissement n'est pas sans reproche. Ainsi, votre pays a pris des mesures pour aider des secteurs industriels en difficulté à affronter la concurrence internationale. Je pourrais vous citer de fort nombreux cas où vous privilégiez les achats aux États-Unis. Il y a des secteurs de l'économie américaine où les investisseurs étrangers sont exclus. Dans les secteurs de l'environnement et des pêches, nous attendons toujours que soient prises des mesures au regard de questions qui nous préoccupent mutuellement. Le fait de soulever ces problèmes ne me réjouit pas. Il aide toutefois à mieux situer le contexte bilatéral<sup>53</sup>.

Le lendemain du jour où M. MacGuigan tenait ces propos, le sous-secrétaire d'État américain, M. Lawrence Eagleburger, prononçait à son tour un discours devant le même forum. Il a lui aussi exprimé le désir de trouver des solutions aux problèmes bilatéraux, tout en réitérant les doléances américaines :

Nous ne contestons pas le but, qui est de canadianiser le secteur énergétique et les investissements, a-t-il dit. Ce qui nous préoccupe ce sont les moyens pris pour réaliser cet objectif et il nous est difficile de concilier certains de ces moyens avec... le fair-play<sup>54</sup>.

Au nombre de ces moyens, M. Eagleburger a mentionné le pouvoir que s'est donné le gouvernement canadien d'acquérir rétroactivement 25% du pétrole découvert sur les terres domaniales<sup>55</sup>. Il propose pour sa part que les entreprises américaines déjà établies soient exemptées de l'application de cette mesure. Le sous-secrétaire d'État américain a enfin affirmé que certaines conditions de la politique canadienne à l'endroit des investissements étrangers contreviennent aux accords du GATT<sup>56</sup>.

À l'occasion de la présentation du budget fédéral, le 12 novembre, le ministre canadien des Finances a annoncé qu'il remettait à plus tard le renforcement de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, mesure jugée particulièrement hostile par les Américains mais dont la mise en application avait été promise tout au long de l'été, malgré les menaces de représailles des États-Unis. Dans le discours du budget, M. MacEachen a également répété que le gouvernement canadien n'avait pas l'intention de faire suivre son programme énergétique de politiques semblables dans d'autres secteurs de l'économie<sup>57</sup>.

Les deux pays ont entrepris d'un commun accord à l'automne, de tenter de résoudre les problèmes reliés au PEN et aux politiques d'investissements étrangers par le biais de rencontres « à un haut niveau ». Celles-ci doivent réunir des hauts fonctionnaires des deux pays, de même que les ambassadeurs, et porter sur les questions particulièrement irritantes. Une rencontre semblable a eu lieu fin novembre au sujet de la décision canadienne d'exiger plus de contenu canadien pour les grands projets énergétiques et autres méga-projets de plus de \$100 millions<sup>58</sup>.

Malgré ces efforts, les relations sont demeurées tendues dans ces domaines. Le représentant commercial spécial américain, M. William Brock, faisait parvenir à l'ambassadeur canadien à Washington une lettre reprenant les plaintes formulées antérieurement. Allan Gotlieb, le nouvel ambassadeur canadien en poste depuis le 1<sup>er</sup> décembre, lui répondait

53. *Idem.*, p. 8.

54. *Le Devoir*, 2 octobre 1981, p. 2.

55. *Ibid.*, p. 2.

56. *Ibid.*, p. 2.

57. Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 25 novembre 1981, p. B1.

58. *Idem.*, p. B1

le 16 décembre sur un ton tout aussi ferme que le Canada était prêt à défendre ses politiques devant le GATT<sup>59</sup>.

## 2 – AUTRES QUESTIONS COMMERCIALES

Début octobre, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herbert Gray, a rencontré à Washington le secrétaire américain à la Défense, M. Caspar Weinberger, pour discuter de la possibilité que les compagnies canadiennes deviennent les deuxièmes fournisseurs des grandes composantes ou systèmes d'équipement pour les productions de défense américaines. M. Gray souhaite plus particulièrement que les compagnies canadiennes puissent obtenir des contrats dans les secteurs du transport, de la navigation et des communications. Après avoir vu M. Weinberger, M. Gray a rencontré le secrétaire au Commerce, M. Malcolm Baldrige avec qui il a parlé de l'équilibre de la balance commerciale reliée au pacte de l'auto et du PEN. La question de la participation canadienne à la rencontre des représentants des pays occidentaux sur le commerce mondial, conviée par les États-Unis, a également été soulevée<sup>60</sup>. Les États-Unis tardaient en effet à inviter le Canada, en guise de représailles à sa politique d'investissements étrangers. Le Canada a finalement reçu fin décembre l'invitation américaine à participer à la rencontre, prévue pour les 14-16 janvier<sup>61</sup>.

Les deux pays ont également repris, les 23 et 24 octobre, leurs rencontres visant à trouver une solution à la concurrence qu'ils se livrent dans le domaine des exportations de céréales. Les pourparlers se tenaient sous les auspices du Comité interparlementaire Canada-États-Unis et réunissaient des députés, sénateurs et membres du Congrès canadiens et américains. Les deux pays, qui fournissent environ 75% des exportations mondiales de céréales, voulaient s'entendre pour ne pas se livrer de guerre des prix. Il n'était cependant pas question, a affirmé un membre de la délégation canadienne, de mettre sur pied un cartel<sup>62</sup>.

À la mi-décembre, Statistiques Canada affirmait que, après ajustement des chiffres obtenus par les deux pays, le Canada avait enregistré l'an dernier un surplus de \$1.4 milliard dans le commerce des marchandises avec les États-Unis. Le Canada avait auparavant déclaré un déficit de \$200 millions alors que les États-Unis parlaient d'un surplus canadien de \$6.1 milliards. Le réajustement de ces chiffres, rendu nécessaire à cause des méthodes de calcul différentes des deux pays, se fait chaque année<sup>63</sup>.

## 3 – LE PIPE-LINE DE L'ALASKA

Au début du mois d'octobre, le président Reagan a informé le premier ministre canadien de la présentation au Congrès d'une série d'amendements législatifs destinés à assurer le financement privé du projet de gazoduc de l'Alaska. Ce geste a été qualifié de pas important vers l'achèvement du pipe-line par le ministre responsable de l'administration du pipe-line du Nord, M. Bud Olson<sup>64</sup>. Le Canada avait en effet demandé à Washington de présenter une telle législation.

Sept amendements au « Alaska Natural Gas Transportation Act » américain de 1976 ont été présentés au Congrès par l'administration. L'un de ceux-ci permettrait aux constructeurs

59. John KING, *The Globe and Mail*, 8 janvier 1982, p. 1.

60. *Idem*, *The Globe and Mail*, 6 octobre 1981, p. B17.

61. *Le Devoir*, 10 septembre 1981, p. 14.

62. John KING, *The Globe and Mail*, 23 octobre 1981, p. B2.

63. *Le Devoir*, 10 décembre 1981, p. 22.

64. Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 8 octobre 1981, p. B2.

de facturer les consommateurs avant que la construction du pipe-line ne soit terminée. Un autre permettrait aux trois compagnies productrices du gaz de l'Alaska de se joindre au consortium du pipe-line et de financer 30% du projet<sup>65</sup>.

L'administration américaine accorde son soutien au projet dans la mesure où celui-ci sera financé entièrement à l'aide de capitaux privés. Le ministre américain de l'Énergie, M. James Edwards, affirmait d'ailleurs que l'administration Reagan souhaitait que le Congrès approuve les amendements qui lui ont été soumis mais qu'il n'avait pas l'intention de participer financièrement au projet, ni d'offrir de garanties financières<sup>66</sup>.

Approuvées par le Sénat et la Chambre des Représentants, ces nouvelles mesures prenaient force de loi en décembre avec la signature du président américain<sup>67</sup>. On se garde néanmoins de faire preuve d'un optimisme excessif quant à l'achèvement du projet, l'accès au financement nécessaire posant, malgré les nouvelles mesures adoptées, un problème<sup>68</sup>.

#### 4 – LES PLUIES ACIDES

Le 1<sup>er</sup> octobre, le secrétaire d'État adjoint des États-Unis, M. Lawrence Eagleburger, dans son discours au Centre des relations interaméricaines de New York, faisait sur la question des pluies acides des déclarations qui ont amené le Canada à faire une « mise au point » sur ce problème. M. Eagleburger a déclaré que les États-Unis s'inquiètent devant la perception qui prévaut au Canada et qui fait porter tout le blâme sur les États-Unis. Il a affirmé que les normes américaines pour les nouvelles sources de pollution étaient plus sévères que les normes canadiennes, et qu'une comparaison des émissions d'anhydride sulfureux des deux pays indiquerait que les États-Unis sont loin devant le Canada dans la lutte pour le contrôle de ce polluant. Le Canada, a-t-il ajouté, a construit ou est en voie de construire de nouvelles usines alimentées au charbon le long de la frontière canado-américaine, usines qui ne sont pas équipées d'épurateurs, alors que les États-Unis en exigent dorénavant l'installation<sup>69</sup>.

Prenant le contre-pied des propos de M. Eagleburger, le ministère canadien des Affaires extérieures publiait le lendemain une « mise au point sur les pluies acides », afin de « rétablir les faits ». En voici les principaux arguments :

- Depuis dix ans, le Canada a réduit de 25% ses émissions polluantes alors que celles qui proviennent des États-Unis sont demeurées au même niveau;
- le Canada n'a pas eu à imposer des mesures de contrôle sévères pour la production d'énergie thermique parce que ce secteur ne joue pas un rôle aussi important qu'aux États-Unis. Malgré cela, de nouvelles mesures concernant l'énergie thermique ont été prises en avril 1981 et elles correspondent de façon générale aux exigences américaines;
- il est inexact d'affirmer que les deux pays n'exigent pas l'installation d'épurateurs dans les usines plus anciennes, l'Hydro Ontario en ayant exigé l'installation dans une de ses stations en 1980;
- le gouvernement canadien n'apporte son soutien financier à la conversion du mazout au charbon qu'à condition que l'entreprise procède au changement d'une façon écologiquement saine;

65. John KING, *The Globe and Mail*, 8 octobre 1981, p. B2.

66. *The Globe and Mail*, 28 octobre 1981, p. B5.

67. *The Globe and Mail*, 17 décembre 1981, p. B3.

68. *The Globe and Mail*, 11 décembre 1981, p. B1.

69. John KING, *The Globe and Mail*, 2 octobre 1981, p. 1.

— il n'est pas vrai que le Canada construise d'importantes usines alimentées au charbon le long de la frontière. Il y a en fait deux nouvelles stations qui utilisent du charbon à faible teneur en soufre et dont les émissions d'anhydride sulfureux ne seront en tout que de 50,000 tonnes, ce qui est infime en comparaison aux 29,700,000 tonnes produites aux États-Unis<sup>70</sup>.

Le 6 octobre, des représentants des gouvernements fédéral et ontarien se rendaient à Washington pour exposer les doléances canadiennes devant un comité du Congrès<sup>71</sup>. Les quatre canadiens ont dû faire face à quelques attaques, certains membres du Congrès suggérant que le Canada tentait de profiter du problème des pluies acides pour augmenter ses exportations d'électricité aux États-Unis, d'autres affirmant qu'il devrait commencer par renforcer ses propres normes<sup>72</sup>.

Deux jours plus tard, un sous-comité de la Chambre des Communes rendait public un rapport sur les pluies acides. Ce rapport recommande aux gouvernements fédéral et provinciaux de ne pas attendre les États-Unis pour lutter contre les pluies acides. Reconnaisant qu'un accord Canada-États-Unis est essentiel à la résolution du problème, le sous-comité croit néanmoins que le Canada ne devrait pas attendre sa conclusion pour renforcer les mécanismes de contrôle<sup>73</sup>.

Les négociateurs des deux pays devaient par ailleurs reprendre leurs discussions sur un accord transfrontière sur la pollution de l'air au début du mois de novembre. Ces pourparlers avaient été lancés en août 1980 alors que les deux pays signaient un memorandum établissant leur intention de conclure un accord sur la qualité de l'air. La première séance de négociation, qui a eu lieu en juin dernier, n'avait cependant duré qu'une journée<sup>74</sup>. Du côté canadien, on n'est pas très optimiste quant à la signature rapide d'un accord. Le ministre de l'Environnement, M. John Roberts, espère qu'un accord final pourra être conclu à la fin de l'année 1982 et que les États-Unis accepteront de fixer à 50% les coupures des émissions polluantes au cours des dix prochaines années. Le Canada croit que l'accord pourrait s'inspirer du modèle des accords sur la qualité des eaux des Grands Lacs signés en 1972 et 1978 entre les deux pays<sup>75</sup>.

## 5 – AUTRES QUESTIONS BILATÉRALES

Le Canada et les États-Unis ont repris en octobre à Washington les négociations visant à conclure un nouvel accord sur les services de transport aérien. On s'attend à ce que les négociations soient longues. L'un des problèmes qui se posent tient à la dérèglementation de l'industrie aérienne alors qu'au Canada, la Commission canadienne des Transports exerce encore un contrôle sévère sur les prix et les couloirs aériens. D'autre part, certaines compagnies aériennes américaines se sont plaintes, auprès de la *Civil Aeronautics Board* des États-Unis, d'être victimes de discrimination de la part de la Commission canadienne des Transports, au profit des compagnies canadiennes<sup>76</sup>.

D'autres discussions se poursuivaient en novembre entre les deux pays sur la réouverture de la frontière américaine aux cargaisons de déchets chimiques toxiques. Depuis mai

70. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 99* (2 octobre 1981), pp. 1 et 2.

71. John KING, *The Globe and Mail*, 6 octobre 1981, p. 11.

72. *Idem.*, *The Globe and Mail*, 7 octobre 1981, pp. 1 et 2.

73. *The Globe and Mail*, 9 octobre 1981, p. 4 et Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 9 octobre 1981, p. 3.

74. Michael KEATING, *The Globe and Mail*, 6 novembre 1981, p. 16.

75. *The Globe and Mail*, 24 octobre 1981, p. 2.

76. John KING, *The Globe and Mail*, 16 octobre 1981, p. B5.

1980, moment où les États-Unis ont décidé de ne plus laisser les déchets canadiens franchir la frontière, le ministère fédéral de l'Environnement et l'*Environmental Protection Agency* américaine tentent de conclure un accord sur les déchets toxiques<sup>77</sup>.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, annonçait le 20 novembre la ratification du traité canado-américain visant à soumettre à la Cour internationale de Justice leur différent frontalier de la région du Golfe du Maine. Le traité avait été signé une première fois le 29 mars 1979 et faisait partie d'un ensemble qui comprenait l'accord sur les ressources halieutiques de la côte est. Cependant, parce que le Sénat américain a refusé ce dernier accord et à cause d'autres développements, le traité qui est entré en vigueur en novembre a une forme différente de celui qui avait été signé auparavant<sup>78</sup>. La délimitation de la frontière dans le Golfe du Maine constitue un problème délicat puisque le partage des pêcheries du Banc de George en dépend.

Signalons enfin la réunion annuelle de la Commission mixte internationale qui s'est tenue à la fin novembre et où deux problèmes ont dominé les discussions: la menace que représentent les produits chimiques toxiques pour la santé des résidents de la région des Grands Lacs et les coupures du budget de la recherche prévues par le gouvernement américain<sup>79</sup>. La Commission mixte internationale est un organisme canado-américain mis sur pied pour s'occuper de la pureté des eaux limitrophes et d'autres problèmes frontaliers.

## H — Le Canada et l'Europe occidentale

À l'automne, les relations du Canada avec les pays d'Europe de l'Ouest ont touché des domaines variés. Nous examinerons ici les échanges qu'il a eus avec l'Autriche, la Belgique, la CEE, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Italie.

### 1 — L'AUTRICHE

Le ministre des Affaires étrangères d'Autriche, M. Willibald Pahr, a effectué une visite officielle au Canada du 4 au 6 octobre. La dernière visite d'un ministre des Affaires étrangères autrichien remontait à 1967<sup>80</sup>.

MM. Pahr et MacGuigan ont tracé le bilan de la coopération bilatérale entre les deux pays et ont également passé en revue les problèmes internationaux d'intérêt commun. M. Pahr a affirmé qu'il appuyait la proposition canadienne de tenir une réunion de contrôle sur les droits de l'homme à la suite de la conférence de Madrid qui porte sur la sécurité européenne et les droits de l'homme<sup>81</sup>.

Le ministre autrichien a demandé au Canada d'accepter plus de réfugiés polonais et a surtout invité les organismes privés du pays à parrainer ces réfugiés. M. Pahr s'est dit heureux de la décision canadienne d'accepter 2,500 réfugiés est-européens des camps autrichiens, mais il espère qu'il pourra faire davantage.

Au cours de son séjour, M. Pahr a rencontré le ministre d'État au Commerce, M. Ed Lumley, avec lequel il a parlé de l'achat possible de charbon canadien. La Pologne était l'un des principaux fournisseurs de charbon de l'Autriche mais la crise qui l'a secouée a entraîné une interruption des livraisons<sup>82</sup>.

77. *The Globe and Mail*, 16 novembre 1981, p. 4.

78. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 112* (20 novembre 1981).

79. Michael KEATING, *The Globe and Mail*, 21 novembre 1981, p. 3.

80. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 38 (28 octobre 1981), p. 3.

81. *The Globe and Mail*, 6 octobre 1981, p. 10.

82. *Ibid.* p. 10.

## 2 – LA BELGIQUE

La Commission mixte belgo-canadienne s'est réunie à Québec du 19 au 22 octobre. Créée dans le cadre de l'accord culturel canado-belge de 1967, la commission tenait cette année ses septièmes assises. M. M.F. Dethier, directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique au ministère de l'Éducation nationale de Belgique, et M. Jacques Gignac, sous-secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures du Canada, dirigeaient les délégations des deux pays.

Après avoir passé en revue les relations culturelles entre les deux pays en 1981, la Commission mixte s'est employée à définir les cibles de l'année qui vient. Les deux parties se sont accordées pour donner la priorité à la mise sur pied de programmes touchant les domaines de l'audio-visuel et des industries culturelles. La coopération universitaire, les échanges littéraires et les échanges de jeunes créateurs artistiques recevront également une attention particulière. La prochaine réunion de la Commission mixte est prévue pour l'an prochain à la même date, et elle se tiendra à Namur, en Belgique<sup>83</sup>.

## 3 – LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

La présidente du Parlement européen, Mme Simone Veil, a effectué en octobre une visite officielle au Canada. Mme Veil a rencontré la présidente de la Chambre des Communes, Mme Jeanne Sauvé, le chef de l'Opposition, M. Joe Clark, le chef du Nouveau Parti démocratique, M. Ed Broadbent et le ministre des Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan. Une rencontre qu'elle devait avoir avec le Premier ministre canadien a dû être annulée.

En conférence de presse, Mme Veil a utilisé le terme de contradiction pour qualifier les relations entre le Canada et la CEE. En effet, a-t-elle affirmé, alors que les deux pays défendent des positions similaires sur les grandes questions internationales, il existe un déséquilibre préoccupant au niveau commercial. La présidente a souligné que les déficits commerciaux de la CEE se sont dégradés et que le Canada exporte deux fois plus qu'avant<sup>84</sup>.

Le 18 décembre, le Canada et la CEE signaient un nouvel accord de garanties nucléaires qui remplace l'accord intérimaire de 1978. Le même jour, le Canada signait un accord semblable avec la Suède. Ces accords fixent les conditions auxquelles les membres du Marché Commun et la Suède pourront procéder à la régénération et à l'enrichissement de l'uranium canadien ainsi que les conditions d'entreposage de l'uranium enrichi<sup>85</sup>.

Suivant ces accords, le Canada accordera désormais son consentement préalable à l'enrichissement ou au retraitement sur une base générale plutôt qu'à chaque fois que l'uranium canadien doit subir des transformations, comme il l'exigeait auparavant. Il continue cependant à requérir de ses importateurs la soumission aux règles de l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'obtention de renseignements détaillés sur leur programme nucléaire<sup>86</sup>.

Le ministre d'État au Commerce, M. Ed Lumley et le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, ont annoncé le 24 novembre que le Canada et la CEE étaient arrivés à des ententes relatives à l'exportation de deux produits agricoles canadiens au terme d'un an

83. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 107* (23 octobre 1981).

84. Claude PAPINEAU, *Le Devoir*, 21 octobre 1981, p. 4.

85. *Le Devoir*, 19 décembre 1981, p. 13.

86. Jennifer LEWINGTON, *The Globe and Mail*, 15 décembre 1981, p. B1.



de négociations. La CEE a accepté des livraisons additionnelles de fromage pour 1981 et 1982, et elle a permis à l'Italie d'importer des pommes de terre canadiennes en 1982<sup>87</sup>.

Enfin, le Canada et la CEE ont signé le 30 décembre un accord de pêche d'une durée de six ans, qualifié par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures canadien « d'approche coopérative » aux relations de pêche avec la CEE<sup>88</sup>. L'accord détermine le cadre de la coopération bilatérale Canada-CEE dans le domaine des pêches et porte sur la conservation, la recherche, l'allocation des contingents de poissons et la coopération en matière commerciale. Il prévoit d'une part certaines réductions des tarifs imposés par la CEE aux importations de produits canadiens de la pêche et d'autre part, l'allocation de quotas de pêche garantis aux bateaux de la CEE<sup>89</sup>.

#### 4 – L'ESPAGNE

À l'automne, le ministre des Pêches et des Océans, M. Roméo Leblanc, a exprimé au gouvernement espagnol sa « vive inquiétude » quant à l'épuisement des stocks de morue qui pourrait résulter de la pêche excessive effectuée par les bateaux espagnols au-delà de la limite de 200 milles des côtes canadiennes.

L'Espagne refuse en effet de respecter le quota de prises de morue que lui a attribué plus tôt cette année la Commission des pêches de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO), organisme dont l'Espagne a refusé jusqu'ici de devenir membre. L'Espagne a également passé outre à une résolution de l'OPANO lui demandant de cesser de pêcher la morue dans cette région. Selon le ministre Leblanc,

Il existe des preuves accablantes selon lesquelles les bateaux de pêche espagnols ont dépassé considérablement leurs affectations... C'est là un mépris flagrant du régime de conservation de L'OPANO, qui aggrave la situation pour tous les pays pêchant la morue, poisson dont le stock est déjà considérablement réduit<sup>90</sup>.

#### 5 – LA FRANCE

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Herbert Gray, a effectué une visite de trois jours à Paris au début du mois de décembre dans le but d'encourager les investisseurs français à venir au Canada. S'adressant à la Chambre de commerce France-Canada, le ministre a expliqué le rôle de l'Agence canadienne d'examen de l'investissement étranger qui, a-t-il dit, depuis sa création en 1974, a approuvé un peu moins de 90% des projets d'investissements d'intérêts français<sup>91</sup>.

M. Gray a rencontré le ministre français du Commerce, M. Michel Jobert, avec lequel il a examiné les moyens à prendre pour développer le commerce bilatéral. Les deux hommes ont également discuté du programme de nationalisation du gouvernement français qu'Ottawa suit de près en raison des conséquences qu'il pourrait avoir sur les activités de compagnies françaises au Canada. M. Gray a invité le ministre Jobert à venir au Canada pour présider la prochaine réunion du Comité économique France-Canada. Cette visite pourrait avoir lieu au printemps, avant la venue éventuelle du premier ministre Pierre Mauroy<sup>92</sup>.

87. Gouvernement du Canada, *Communiqué*, 24 novembre 1981.

88. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 10, no 3 (20 janvier 1982), p. 5.

89. *Idem.*, p. 5.

90. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 40 (11 novembre 1981), p. 5.

91. Ann DUCAN, *The Globe and Mail*, 5 décembre 1981, p. B4.

92. *Idem.*, *The Globe and Mail*, 7 décembre 1981, p. 2.

La dixième session de la Commission mixte culturelle France-Canada s'est tenue à Ottawa du 7 au 9 décembre 1981. Cette Commission se réunit tous les deux ans pour se pencher sur les programmes d'échanges entre les deux pays dans les domaines artistique, scolaire et universitaire, linguistique et socio-culturel. M. Jean Batbedat, ministre plénipotentiaire, directeur général adjoint des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des Relations extérieures de France, et M. Jean Touchette, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures du Canada, dirigeaient les deux délégations<sup>93</sup>.

Dans un discours prononcé à Paris à la mi-octobre devant la Chambre de commerce France-Canada, le ministre responsable de la Commission canadienne du blé, M. Hazen Argue, a pressé la France d'accepter que la CEE modifie sa politique consistant à subventionner les exportations de céréales, politique qui, selon le Canada, si elle aide les fermiers de la CEE, fait un tort considérable aux producteurs des autres pays<sup>94</sup>.

Notons enfin qu'à l'automne, les deux pays recevaient de nouveaux ambassadeurs. M. Jean Béliard, ambassadeur de France à Ottawa, présentait ses lettres de créance au Gouverneur général du Canada et M. Michel Dupuy, ambassadeur du Canada en France, les présentait au président François Mitterand. M. Dupuy a profité de l'occasion pour renouveler au président français une invitation à venir au Canada<sup>95</sup>.

## 6 – LA GRANDE-BRETAGNE

Encore cette fois, le rapatriement de la constitution canadienne a dominé les relations canado-britanniques. Le premier ministre Trudeau a profité de la Conférence du Commonwealth pour s'entretenir de la question avec le Premier ministre britannique, à la lumière du jugement qui venait d'être rendu par la Cour Suprême du Canada et qui déclarait légale mais contraire à la convention constitutionnelle la démarche unilatérale du gouvernement fédéral.

À l'issue de cet entretien, Mme Thatcher et M. Trudeau ont publié une déclaration conjointe<sup>96</sup>. Celle-ci mentionne la volonté du Premier ministre canadien de tenir des consultations avec ses collègues du gouvernement fédéral et avec le porte-parole des provinces, consultations aux termes desquelles le projet canadien, possiblement modifié, sera présenté au Parlement canadien. De son côté, Mme Thatcher a assuré le premier ministre Trudeau que son gouvernement présenterait au Parlement britannique le projet que le Canada lui soumettrait. Elle a cependant souligné les réserves que suscitait en Grande-Bretagne la démarche unilatérale du gouvernement canadien, déclarant

que M. Trudeau saura que certains députés de Westminster s'inquiètent à l'idée de se voir demander d'approuver une mesure qui touche les relations fédérales-provinciales, mesure qui n'a pas rallié l'approbation d'un nombre élevé de gouvernements provinciaux. Et cette inquiétude sera renforcée par le jugement de la Cour suprême selon lequel l'adoption de la mesure en cause sans le consentement des provinces va à l'encontre de la convention en matière constitutionnelle, même si la Cour n'a pas défini le degré de consentement qui serait nécessaire<sup>97</sup>.

Plusieurs députés britanniques avaient en effet affirmé leur opposition au projet canadien tel qu'il se présentait en octobre. Une lettre envoyée au Times de Londres par vingt

93. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 118* (3 décembre 1981).

94. *The Globe and Mail*, 15 octobre 1981, p. B9.

95. *Le Devoir*, 16 octobre 1981, p. 2 et ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 37 (21 octobre 1981), p. 3.

96. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 5 octobre 1981.

97. *Idem.* p. 2.

députés, conservateurs et travaillistes, constitue un exemple des manifestations de cette opposition. La lettre, publiée le 29 octobre, affirmait que

le parlement du Royaume-Uni ne devrait pas être contraint d'adopter une législation anticonstitutionnelle faisant suite à la requête unilatérale du gouvernement canadien<sup>98</sup>.

Cependant, la signature de l'entente du 5 novembre par laquelle Ottawa et les neuf provinces anglophones, malgré l'opposition du Québec, se sont mis d'accord sur un plan de compromis, a fait tomber la plupart des réserves à Londres. Sir Anthony Kershaw, président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement britannique dont le rapport présenté en janvier dernier affirmait que ce Parlement aurait le devoir de rejeter toute requête canadienne si celle-ci n'avait pas reçu l'appui d'au moins six provinces, déclarait le soir où l'accord a été conclu que la Chambre des Communes de Londres accepterait certainement le projet constitutionnel canadien maintenant que neuf provinces sur dix l'appuyaient<sup>99</sup>. M. Kershaw soulignait néanmoins qu'il restait à déterminer si l'accord du Québec, province fondatrice, était essentiel à l'appui du Parlement britannique<sup>100</sup>.

Il restait également à régler le problème des Indiens qui ont fait plusieurs tentatives devant les tribunaux de Grande-Bretagne pour faire reconnaître les droits que leur avaient reconnus les traités. La Cour d'appel britannique a d'ailleurs accepté d'entendre les Amérindiens de l'Alberta le 1<sup>er</sup> février prochain<sup>101</sup>. Trois députés de Londres avaient effectué une tournée de certains groupes autochtones du Canada en octobre, à l'invitation de la Fraternité nationale des Indiens qui voulaient ainsi les convaincre de la nécessité d'inclure dans la constitution une clause reconnaissant leurs droits<sup>102</sup>.

Début décembre, la résolution constitutionnelle était acceptée par la Chambre des Communes, le Sénat canadien et le ministre de la Justice, M. Jean Chrétien, s'envolait pour Londres avec le secrétaire privé du gouverneur général, M. Esmund Butler. Ce dernier a remis, le 9 décembre, au secrétaire privé de la reine le texte de la résolution constitutionnelle.

Au cours de son séjour à Londres, M. Chrétien a rencontré toutes les parties qui auront un rôle à jouer dans l'adoption du projet. Le ministre a eu une audience avec la reine Elisabeth II, à qui il a remis une copie de la résolution. La reine, a affirmé M. Chrétien, s'est dite satisfaite de l'entente intervenue au Canada et a discuté avec lui de l'opposition du Québec et des autochtones. Il a aussi été question de la venue possible de la souveraine au Canada pour proclamer la nouvelle constitution lorsque le projet serait adopté à Londres<sup>103</sup>.

Le ministre canadien de la Justice s'est entretenu, avec le leader du gouvernement aux Communes britanniques, M. Francis Pym, de la procédure d'examen de la résolution constitutionnelle canadienne<sup>104</sup>. Il a également rencontré M. Humphrey Atkins, secrétaire-adjoint au Foreign Office, qui devait parrainer la résolution au Parlement, et M. Denica Haley, chef adjoint du Parti travailliste et spécialiste des affaires étrangères<sup>105</sup>.

M. Chrétien a enfin rencontré Lord Carrington, ministre des Affaires étrangères, qui a déposé à la Chambre des Communes à l'issue de la visite de M. Chrétien à Londres un

98. *La Presse*, 30 octobre 1981, cité par *L'Argus*, 30 octobre 1981, p. 6.

99. *The Globe and Mail*, 6 novembre 1981, p. 10.

100. *Le Devoir*, 6 novembre 1981, p. 3.

101. *Le Devoir*, 10 décembre 1981, p. 14 et 22 décembre 1981, p. 8.

102. *Le Devoir*, 13 octobre 1981, p. 2.

103. *Le Devoir*, 10 décembre 1981, p. 1.

104. *Ibid.*, p. 1.

105. *Le Devoir*, 11 décembre 1981, p. 12.

document répondant au rapport Kershaw. Ce document salue l'accord intervenu entre Ottawa et les neuf provinces et affirme qu'il met fin aux inquiétudes exprimées par le rapport Kershaw et par la Cour suprême du Canada. Il ne signale ni l'opposition du Québec non plus que son recours aux tribunaux sur la question du droit de veto, ni les appels aux tribunaux britanniques des autochtones du Canada. Il affirme simplement que le Parlement de Londres n'a pas à exiger d'amendements relatifs aux droits des autochtones qui ne lui soient réclamés par le gouvernement canadien<sup>106</sup>.

Le 22 décembre, M. Humphrey Atkins déposait aux Communes le projet de loi sur le rapatriement et l'amendement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Son gouvernement décidait à la fin du mois que le débat sur ce projet de loi, prévu pour la semaine du 18 janvier, serait retardé jusqu'à ce que la Cour d'appel ait rendu son jugement sur les Indiens<sup>107</sup>.

En dehors de cette question, les Forces Armées canadiennes et la Royal Air Force ont signé en octobre un accord permettant aux cargaisons militaires d'être transportées par les avions de l'autre pays. Cet accord ne s'applique qu'en temps de paix et est limité aux situations d'urgence et lorsque les autres moyens de transport ne sont pas disponibles<sup>108</sup>.

#### 7 – L'IRLANDE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a séjourné en Irlande du 11 au 13 décembre pour y rencontrer son homologue irlandais, le sénateur J.C.I. Dooge. Les ministres devaient discuter des questions internationales d'intérêt commun parmi lesquelles la CSCE, les rapports Nord-Sud, le Moyen-Orient, la Namibie et l'Afghanistan, de même que des relations bilatérales entre les deux pays et des questions reliées à la CEE. Le ministère des Affaires extérieures a souligné que le voyage de M. MacGuigan « s'inscrit dans le cadre des efforts du Canada en vue d'intensifier ses contacts et ses consultations avec les pays membres de la CEE<sup>109</sup> ».

#### 8 – L'ITALIE

Le ministre d'État au Commerce, M. Ed Lumley, s'est rendu à Rome début octobre. Avec des membres du gouvernement italien, il a discuté entre autres choses de la vente possible d'avions CL-125, qui servent à combattre les feux de forêts, un contrat d'une valeur de \$36 millions. À la suite de ce voyage, M. Lumley a annoncé l'octroi d'une ligne de crédit de \$10 millions (US) à l'Italie, qui couvrira l'exportation de produits canadiens<sup>110</sup>.

Le 4 décembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures adressait à son homologue italien un message relatif à l'application de l'accord de sécurité sociale existant entre les deux pays. Il lui faisait part de l'inquiétude des citoyens canadiens d'origine italienne devant les délais dans les versements de leurs allocations de pension<sup>111</sup>.

106. *Le Devoir*, 12 décembre 1981, p. 14.

107. *The Globe and Mail*, 24 décembre 1981, p. 8.

108. *The Globe and Mail*, 17 octobre 1981, p. 5.

109. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 116* (1<sup>er</sup> décembre 1981).

110. André BOUTHILLIER, *Le Devoir*, 10 octobre 1981, p. 13 et *The Globe and Mail*, 10 octobre 1981, p. B3.

111. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 120* (7 décembre 1981).

## I — Le Canada, l'Europe de l'Est et l'URSS

Une communication présentée à l'automne devant le XIII<sup>ème</sup> Congrès des relations internationales du Québec a été l'occasion, pour un représentant du ministère canadien des Affaires extérieures, de dresser un bilan de l'état des relations du Canada avec les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS. M. Gilles Breton, coordonnateur adjoint du ministère pour la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, a replacé les relations qu'entretient le Canada avec cette région dans le contexte global des rapports Est-Ouest :

Notre perception des relations du Canada avec les pays de l'Est de l'Europe est influencée par notre perception générale de l'état des relations entre l'Est et l'Ouest même si cette idée que nous avons des relations est-ouest n'est évidemment pas le seul facteur qui influence nos perceptions et nos choix <sup>112</sup>.

Selon M. Breton, même si le Canada a avec d'autres pays des relations bien plus importantes qu'avec les pays de l'Europe de l'Est et l'URSS, et vice-versa, le cadre général des relations Est-Ouest donne une importance particulière à l'ensemble de ces relations <sup>113</sup>. Il a d'autre part fait remarquer que les relations bilatérales du Canada avec l'Europe de l'Est et l'URSS « sont relativement bien moins mauvaises que les relations est-ouest en général, à ce moment-ci », et que les relations économiques, « sans être totalement satisfaisantes, sont quand même assez bonnes » <sup>114</sup>.

Si le problème de l'Afghanistan a changé certaines attitudes spécifiques du Canada envers ces pays, ayant notamment renforcé son désir d'établir de « nettes distinctions » entre les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique et son souci de retirer des avantages directs de ses échanges avec l'URSS, l'approche canadienne à l'égard de la région demeure la même: le Canada veut développer ses liens avec ces pays à la fois pour les avantages qu'il peut en retirer au niveau commercial et sur le plan de la coopération scientifique, technique et culturelle parce que ces liens contribuent à « alléger » les tensions Est-Ouest <sup>115</sup>. Dans le cadre des relations avec ces pays, le Canada attache également une grande importance au processus de la CSCE <sup>116</sup>.

Le ministre de la Défense nationale et ministre des Affaires des Anciens combattants, M. Gilles Lamontagne a visité trois pays d'Europe de l'Est en octobre au cours d'une tournée européenne effectuée pour participer à des cérémonies à la mémoire des soldats canadiens tués sur ce continent.

Le ministre s'est d'abord rendu en Pologne, où il a rencontré le ministre des Anciens Combattants, le général Grudzien. En Tchécoslovaquie, M. Lamontagne a rencontré le premier ministre, M. Lubomir Strougal, le ministre de la Défense, le général Dzur et le ministre des Anciens Combattants, M. Miseje. En Yougoslavie, M. Lamontagne a rencontré le ministre de la Défense, le général Ljubicic et le ministre des Anciens Combattants, M. Vukasovic <sup>117</sup>. À la suite de sa rencontre avec le général Ljubicic, le ministre Lamontagne a déclaré que la Yougoslavie semblait intéressée aux équipements de communications et de transport faits au Canada pour ses forces armées <sup>118</sup>.

112. Discours présenté par M. Gilles Breton au XIII<sup>ème</sup> Congrès des relations internationales du Québec sur le Canada et les pays de l'Est de l'Europe, 8 octobre 1981, p. 1.

113. *Ibid.*, p. 1.

114. *Ibid.*, p. 4.

115. *Ibid.*, p. 3.

116. *Ibid.*, pp. 5-6.

117. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 42 (25 novembre 1981), pp. 5-6.

118. *The Globe and Mail*, 10 octobre 1981, p. B3.

## 1 – LA POLOGNE

Le 27 octobre, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, annonçait des mesures spéciales concernant les familles polonaises désireuses de venir rejoindre leurs parents au Canada et les touristes polonais en visite au Canada.

Afin d'accélérer la réunification des familles, le gouvernement canadien allait encourager les citoyens canadiens et les résidents permanents à parrainer l'immigration de leur famille se trouvant en Pologne plutôt que de les faire venir au Canada ou dans un autre pays comme visiteurs. Les touristes polonais ayant des parents au Canada allaient aussi pouvoir faire leur demande d'immigration à partir du territoire canadien plutôt que de devoir sortir du pays, comme ils l'auraient dû normalement. Le ministre a également annoncé que les touristes polonais n'ayant pas de parents au Canada pourraient obtenir des permis de travail pour une période d'un an « compte tenu de l'évolution de la conjoncture en Pologne »<sup>119</sup>. Cette mesure a été réitérée au lendemain de l'imposition de la loi martiale en Pologne<sup>120</sup>. Une dernière mesure prévoyait que les Polonais ayant déjà fait une demande de visa à Varsovie pourront bénéficier de mesures spéciales lorsqu'ils arriveraient au Canada<sup>121</sup>.

Des 8,000 visiteurs polonais qui sont venus au Canada depuis janvier, environ 1,500 y sont toujours et le ministre Axworthy croyait que les nouvelles mesures annoncées permettaient à certaines de ces personnes de demeurer au Canada avec leurs familles. M. Axworthy a encore invité la population canadienne à parrainer des exilés volontaires polonais comme elle l'avait fait dans le cas des réfugiés indochinois<sup>122</sup>.

Au cours de l'automne, le Canada a pris d'autres mesures d'aide à la Pologne. Le 10 novembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait que le Canada lui verserait \$100,000 en aide alimentaire, par l'intermédiaire du Congrès polonais du Canada, qui devait acheter du lait en poudre<sup>123</sup>. Le ministre MacGuigan soulignait en même temps que la limite de crédit gouvernemental pour les ventes de céréales à la Pologne avait été relevée de \$500 millions pour permettre à ce pays de continuer à importer des céréales canadiennes. Cette dernière mesure avait été annoncée plus tôt par le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé<sup>124</sup>. Enfin, le 18 décembre, M. MacGuigan annonçait l'octroi d'une subvention de \$500,000 à la Croix Rouge internationale pour utilisation en Pologne<sup>125</sup>.

La réaction canadienne à l'imposition de la loi martiale en Pologne a été prudente et certaines déclarations du premier ministre Trudeau ont même été interprétées comme manifestant un soutien au régime militaire. Alors que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait, le 15 décembre, qu'il avait signifié au gouvernement polonais « son inquiétude et sa désapprobation »<sup>126</sup>, le premier ministre Trudeau déclarait pour sa part trois jours plus tard en conférence de presse :

Tout ce qui empêche la guerre civile est un pas positif, et si un régime militaire a pour effet d'empêcher une guerre civile, on ne peut pas dire que c'est mauvais. Tout dépend des conditions dans lesquelles l'ordre est maintenu<sup>127</sup>.

119. Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 81-60*, (27 octobre 1981), p. 2.

120. *The Globe and Mail*, 15 décembre 1981, p. 11.

121. Ministère de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 81-60* (27 octobre 1981), p. 2.

122. *Idem.* pp. 3 et 4.

123. ACDI, *Communiqué no 81-52* (10 novembre 1981).

124. *Idem.*

125. *Idem.*, *Communiqué no 81-62* (18 décembre 1981).

126. *Le Devoir*, 16 décembre 1981, p. 4.

127. *Ibid.*, 19 décembre 1981, p. 2. voir également *Le Devoir*, 28 décembre 1981, p. 1 et 29 décembre 1981, p. 2.

Le Canada a refusé d'emboîter le pas aux États-Unis et d'imposer des sanctions économiques à la Pologne. Le 23 décembre, M. MacGuigan affirmait qu'il n'était pas question que le Canada interrompe ses livraisons de produits alimentaires à la Pologne mais qu'il existait « d'autres aspects » des rapports économiques entre les deux pays qui pourraient faire l'objet de « mesures appropriées »<sup>128</sup>.

L'attitude canadienne devenait plus ferme à la fin décembre, MM Trudeau et MacGuigan priant tout à tour le gouvernement polonais de « poser un geste de réconciliation nationale »<sup>129</sup> et de « faire preuve de modération »<sup>130</sup> pour que vienne la période de compromis et de renouveau.

## 2 — L'UNION SOVIÉTIQUE

On apprenait au début d'octobre que le Canada avait décidé récemment de reprendre ses échanges généraux avec l'URSS, suspendus à la suite de l'invasion soviétique de l'Afghanistan<sup>131</sup>. Cette décision était prise malgré les « imperfections et les désavantages évidents » que le Canada reconnaît à ses échanges avec l'URSS. M. Gilles Breton, du ministère des Affaires extérieures, en brossait un tableau plutôt négatif :

« L'Accord général sur les échanges entre le Canada et l'URSS de 1971 visait à encourager les échanges dans les domaines de la science, de l'éducation, de la culture et des sports dans un esprit d'avantages mutuels et de réciprocité. Son succès à ce jour peut au mieux être considéré comme mitigé. Malgré les efforts du Canada pour soumettre des propositions étoffées qui revêtaient clairement un intérêt pour les deux parties, les Russes ont systématiquement refusé de s'engager dans des domaines comme les sciences sociales et humaines ou dans le domaine qui semble véritablement taillé sur mesure pour la coopération scientifique canado-soviétique, celui des sciences de l'Arctique. Il ne fait pas de doute que l'URSS n'a poursuivi qu'un seul but en envoyant au Canada ses chercheurs en sciences appliquées : obtenir autant d'informations que possible sur la technologie de pointe. Entre-temps, les Canadiens sont devenus de plus en plus frustrés face à la performance soviétique, principalement à cause de l'absence de réciprocité et de l'obstructionnisme de l'administration soviétique. L'attitude soviétique au regard des droits de la personne a également été une cause de préoccupation croissante pour le Canada »<sup>132</sup>.

Malgré tout, le Canada croit utile de poursuivre ses efforts qui contribuent à la normalisation des relations avec l'URSS et à la détente<sup>133</sup>.

Par ailleurs, la Commission canadienne du blé affirmait en octobre qu'elle avait vendu 7.5 millions de tonnes métriques de blé et d'orge à l'URSS au cours de l'année, conformément à un accord signé en mai avec cette dernière<sup>134</sup>.

## J — Le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes

Le 8 décembre, un sous-comité chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles soumettait son rapport au Comité permanent des Affaires extérieures

128. *Le Devoir*, 24 décembre 1981, p. 2.

129. *Le Devoir*, 31 décembre 1981, p. 2.

130. *Le Devoir*, 30 décembre 1981, p. 2.

131. Discours présenté par M. Gilles Breton XIII<sup>ème</sup> Congrès des relations internationales du Québec sur le Canada et les pays de l'Est de l'Europe, 8 octobre 1981, p. 8.

132. *Ibid.*, p. 7.

133. *Ibid.*, p. 7.

134. *The Globe and Mail*, 16 octobre 1981, p. B6.

et de la Défense nationale de la Chambre des Communes. Un observateur a défini ainsi l'esprit et les conclusions du rapport:

« Avec une belle audace, le rapport ne craint pas de trouver décevants les résultats de la conférence de Cancun; de résister à l'introduction de la guerre froide URSS-USA dans ces régions; de qualifier d'improvisation le plan de développement des Caraïbes dans lequel Washington a conscrit Ottawa; et de démystifier la philosophie du « développement par l'entreprise privée » mise de l'avant par les théoriciens actuels de la Maison Blanche. Alors que les États-Unis coupent les vivres au Nicaragua et menacent d'user de la force contre l'expérience sandiniste, les parlementaires canadiens proposent à Ottawa de faire de ce pays, avec le Costa Rica voisin, deux « pays de concentration » où l'ACDI pourraient (sic) apporter soutien et amitié – et non pas une « politique de polarisation et d'isolement » comme on la conçoit au State Department<sup>135</sup>.

Le rapport propose encore que soient dissociées l'aide aux entreprises canadiennes et l'aide au développement, afin que la dernière soit consacrée aux pays les plus pauvres. Il indique enfin que la caractéristique principale de cette région est « la violation constante des droits économiques, civils et politiques des citoyens »<sup>136</sup>. Le sous-comité poursuit ses travaux et étudie notamment les relations du Canada avec Cuba et Haïti.

## 1 – LE BRÉSIL

Une mission canadienne dirigée par le ministre d'État à l'Industrie et au Commerce, M. Edward Lumley s'est rendue au Brésil début décembre afin d'étudier les moyens de développer les relations commerciales entre les deux pays. M. Lumley a rencontré le ministre des Communications du Brésil, M. Harold Correa de Mattos, avec lequel il a discuté de l'achat éventuel d'un système canadien de communications par satellite d'une valeur approximative de \$100 millions. Les deux hommes ont également examiné les possibilités de vente de machinerie de chemin de fer et d'avions<sup>137</sup>.

## 2 – HAÏTI

Le Canada a suspendu à l'automne sa participation à un projet de développement régional intégré en Haïti. Cette décision a été annoncée le 28 novembre par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

Il s'agit du projet de développement régional intégré de Petit-Goâve à Petit-Trou-de-Nippes, qui avait démarré en 1974 et que géraient conjointement l'ACDI et le gouvernement haïtien. Le 29 juillet dernier, à la suite d'une évaluation de la première phase du projet, les deux pays signaient un accord fixant la contribution canadienne à la phase suivante à \$8 millions. « L'impossibilité pour les gouvernements haïtien et canadien de s'entendre sur des mécanismes de contrôle et de gestion acceptables pour le gouvernement canadien » a été invoquée par le Canada pour justifier son retrait<sup>138</sup>. Le Canada affirme que le gouvernement haïtien n'a pas respecté plusieurs de ses engagements depuis juillet.

M. MacGuigan a dit souhaiter que cette décision n'influencerait pas les relations générales entre les deux pays, et il prévoyait allouer les fonds ainsi libérés à d'autres projets d'aide à ce pays<sup>139</sup>.

135. Jean-Claude LECLERC, *Le Devoir*, 21 décembre, 1981, p. 12.

136. *Idem.*, p. 12.

137. *The Globe and Mail*, 10 décembre 1981, p. B11.

138. ACDI, *Communiqué no 81-58* (28 novembre 1981), p. 1.

139. *Idem.*, p. 2.



### 3 – LE SALVADOR

Le 16 octobre, M. MacGuigan déclarait à la Chambre des Communes que le gouvernement canadien enverrait des observateurs au Salvador pour y surveiller la tenue d'élections libres prévues pour le 21 mars 1982, si l'Organisation des États américains le lui demandait<sup>140</sup>.

Des contacts avec le gouvernement salvadorien ont été établis par le Canada à ce sujet. MM Douglas Sirrs, ambassadeur du Canada au Costa Rica et au Salvador, et Anthony Malone, directeur de la division des Caraïbes au ministère des Affaires extérieures, se sont rendus au Salvador à la fin novembre pour offrir l'aide canadienne à l'organisation des élections<sup>141</sup>. Sans avoir reçu de réponse officielle, M. MacGuigan affirmait par la suite que les indications reçues n'étaient pas très favorables<sup>142</sup>.

M. MacGuigan rencontrait d'autre part, le 21 décembre, à Ottawa, un représentant du front d'opposition salvadorien, M. Ruben Ignacio Zamora. Les deux hommes ont discuté de la proposition canadienne d'offrir un terrain neutre pour les pourparlers sur les élections entre le gouvernement salvadorien et les groupes d'opposition. M. Zamora a cependant refusé l'offre, alléguant que la tenue d'élections devait faire partie d'un règlement politique général. MM. MacGuigan et Zamora ont également discuté d'une conclusion du sous-comité de la Chambre des Communes chargé d'étudier les relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes recommandant un cessez-le-feu et la tenue d'élections sous surveillance internationale. M. MacGuigan n'a cependant pris aucun engagement à cet égard<sup>143</sup>. Notons que le sous-comité estime que des élections tenues pendant la guerre civile ne constitueraient pas un exercice sérieux<sup>144</sup>.

Le Canada espère que le gouvernement et l'opposition pourront en arriver à un règlement négocié et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures affirmait le 16 décembre que le Canada ferait de son mieux pour influencer aussi bien le gouvernement salvadorien que les forces rebelles<sup>145</sup>.

## K — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Au cours de l'automne, les relations du Canada avec le monde arabe ont été marquées par la venue au pays du Roi Hussein de Jordanie, du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc et du ministre du Plan et des Finances de la Tunisie. Le Canada a également annoncé que des compagnies canadiennes réaliseraient une étude sur le transport urbain en Égypte.

### 1 – L'ÉGYPTE

M. MacGuigan a annoncé le 19 octobre que l'ACDI avait signé, avec une compagnie torontoise, une entente suivant laquelle celle-ci recevrait \$250,000 pour effectuer une étude sur le transport urbain au Caire. La Compagnie canadienne, Urban Transportation Development Corporation of Toronto, doit diriger une équipe de travail formée des commissions de transport de Toronto, Montréal et Calgary et de deux firmes canadiennes. Le groupe doit

140. *Le Devoir*, 17 octobre 1981, p. 2.

141. *Ibid.*, 2 décembre 1981, p. 6.

142. *Ibid.*, 17 décembre 1981, p. 2.

143. *The Globe and Mail*, 24 décembre 1981, p. 5.

144. Arthur MOSES, *The Globe and Mail*, 1<sup>er</sup> décembre 1981, p. 11.

145. *Le Devoir*, 17 décembre 1981, p. 2.

élaborer un plan quinquennal d'investissement dans le système de transport du Caire, proposer des solutions susceptibles d'accroître l'efficacité du système et des moyens d'action en vue de son expansion<sup>146</sup>.

## 2 – LA JORDANIE

Pour la troisième fois depuis 1974, le roi Hussein de Jordanie a effectué une visite officielle au Canada du 12 au 15 novembre. Le roi Hussein et le Premier ministre canadien ont surtout discuté des perspectives de paix au Moyen-Orient. À l'occasion de cette visite, M. Trudeau a annoncé pour l'an prochain l'ouverture d'une ambassade canadienne à Amman, ce qui devrait contribuer, a-t-il dit, à rapprocher les deux pays. Leurs relations diplomatiques sont actuellement assurées par l'ambassadeur canadien au Liban<sup>147</sup>.

## 3 – LE MAROC

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc, M. M'Hamed Boucetta, a effectué une visite au Canada du 12 au 16 octobre. C'était la première fois depuis près de dix ans que le Canada recevait un ministre arabe des Affaires étrangères<sup>148</sup>.

Outre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui était son hôte, le ministre marocain a rencontré le Premier ministre, les ministres de l'Énergie, des Mines et des Ressources, de l'Industrie et du Commerce et de l'Expansion économique régionale, de même que les présidents du Sénat, de la Chambre des Communes et de l'ACDI. À l'occasion d'une visite à Montréal où il a présidé l'inauguration d'un consulat général du Maroc, M. Boucetta a encore rencontré le maire de cette ville, M. Jean Drapeau.

La visite de M. Boucetta, dont le but était de donner un impulsion nouvelle aux relations canado-marocaines, a eu trois résultats majeurs :

1. la signature d'un mémoire d'entente créant une commission bilatérale canado-marocain visant à renforcer la coopération entre les deux pays. Il a été entendu que la première réunion de la commission se tiendrait avant la fin de l'année à Rabat, au niveau ministériel;
2. la signature d'un accord général de coopération;
3. le lancement d'un programme de stratégie alimentaire suivant lequel des spécialistes canadiens et marocains travailleront de concert à l'élaboration d'un plan d'augmentation de la productivité agricole au Maroc<sup>149</sup>.

MM. MacGuigan et Boucetta ont également fixé les nouvelles orientations de la coopération bilatérale entre les deux pays, qui

sera axée principalement sur des projets de coopération industrielle visant la mise sur pied d'entreprises conjointes canado-marocaines, sur l'octroi de crédits préférentiels destinés à soutenir des projets à forte incidence de développement et sur un programme de coopération technique adapté aux priorités marocaines<sup>150</sup>.

La coopération culturelle et les échanges éducatifs notamment dans le domaine de la formation des cadres soulèvent encore l'intérêt des deux parties qui se sont par ailleurs

146. ACDI, *Communiqué no 81-48* (19 octobre 1981).

147. Ministère des Affaires extérieures, *Hebdo Canada*, vol. 9, no 44 (9 décembre 1981), p. 3.

148. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 105* (19 octobre 1981), p. 1.

149. *Idem.*, p. 1.

150. *Idem.*, p. 2.

montré intéressées à la participation d'entreprises canadiennes à la réalisation du nouveau Plan quinquennal marocain.

Les deux ministres ont passé en revue les questions internationales d'intérêt commun. Le problème du Moyen-Orient a retenu plus particulièrement leur attention et ils croient tous deux que la solution du problème palestinien constitue un préalable à un « règlement global, juste et équitable » dans cette région. Ils ont souhaité un règlement du problème namibien sur les bases de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Quant à la situation au Sahara occidental, M. MacGuigan a salué l'initiative prise par le roi Hassan II au dernier sommet de l'Organisation de l'unité africaine de même que les recommandations de l'OUA sur le règlement du conflit. M. Boucetta a informé M. MacGuigan de la volonté du Maroc de renforcer ses relations avec l'Agence de coopération culturelle et technique.<sup>151</sup>

Enfin, M. Boucetta a invité son homologue canadien à se rendre au Maroc, invitation dont le ministre MacGuigan a l'intention de se prévaloir au cours du premier semestre de 1982.

D'autre part, la présidente de la Chambre des Communes, Mme Jeanne Sauvé, s'est rendue au Maroc à la fin décembre. Elle y a rencontré M. Dey Ould Sidi Baba, président de la Chambre des représentants, avec qui elle a étudié les moyens de renforcer la coopération entre les parlements des deux pays<sup>152</sup>.

#### 4 – LA TUNISIE

Le ministre du Plan et des Finances de la Tunisie, M. Mansour Moalla, était en visite au Canada du 4 au 6 octobre. Cette visite avait comme objectif d'examiner les perspectives d'avenir de la coopération entre le Canada et la Tunisie dans les domaines industriel et commercial.

Au cours de ce séjour, il a été question des perspectives commerciales offertes par le VI<sup>e</sup> Plan de Tunisie, des nouveaux mécanismes de coopération prévues par l'ACDI et la Société pour l'expansion des exportations (SEE), et de deux accords, l'un sur la double imposition et l'autre sur l'assurance-investissement, qui sont en phase finale de négociations.

M. Moalla s'est entretenu avec le ministre de l'Expansion économique régionale et le ministre d'État au Commerce, MM. Pierre De Bané et Edward Lumley, et avec les présidents de l'ACDI et de la SEE, MM Marcel Massé et Sylvain Cloutier<sup>153</sup>.

#### L — Le Canada et l'Afrique (sud du Sahara)

Le ministre De Bané a visité en octobre trois pays d'Afrique centrale, le Zaïre, le Burundi et le Rwanda, dans le but de développer la coopération avec ces pays. D'autre part, le Canada a inauguré des consultations annuelles avec deux pays africains. Les commissions mixtes canado-ivoirienne et canado-zaïroise se sont en effet réunies pour la première fois à l'automne. Le Canada a également tenu une deuxième rencontre avec la Haute-Volta sur la coopération et le développement. Enfin, il a poursuivi, au sein du Groupe de contact, ses efforts en vue d'assurer l'indépendance de la Namibie.

151. *Idem.*, pp. 2 et 3.

152. *Le Devoir*, 24 décembre 1981, p. 2.

153. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 97* (2 octobre 1981).

### 1 – LE BURUNDI

Le ministre de l'Expansion économique régionale et conseiller pour les affaires francophones auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Pierre De Bané, a effectué une visite officielle au Zaïre, au Burundi et au Rwanda du 20 au 27 octobre.

La venue de M. De Bané au Burundi constituait la première visite d'un ministre canadien dans ce pays. Il s'agissait donc d'établir des contacts avec les dirigeants du pays. M. De Bané a été reçu par le président du pays, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, à qui il a remis une lettre personnelle du Premier ministre canadien, et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, le Lieutenant-Colonel Édouard Nzambimana.

Le séjour de M. De Bané a permis aux deux pays de procéder à un échange de vues sur leurs relations bilatérales. Il a été question de la promotion de projets de coopération industrielle, institutionnelle et technique, du soutien aux organismes non-gouvernementaux et des formes d'aide au développement du Burundi<sup>154</sup>.

### 2 – LA CÔTE D'IVOIRE

Une délégation ivoirienne dirigée par M. Siméon Aké, ministre des Affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, était au Canada du 17 au 19 novembre pour participer à la première réunion de la Commission bilatérale mixte canado-ivoirienne. Le ministre d'État aux Finances, M. Pierre Bussièrès, dirigeait la délégation canadienne à cette réunion.

Les deux parties se sont montrées intéressées à conclure un accord aérien, un autre sur la garantie des investissements et un troisième sur la double imposition. Le Canada a par ailleurs souhaité la création d'entreprises conjointes chez les petites et moyennes entreprises. L'importance de développer les relations culturelles entre les deux pays a également été soulevée. La revue des grands problèmes internationaux a elle aussi témoigné d'une « grande identité de vues » entre les deux pays<sup>155</sup>.

Le Canada a fait part à ses visiteurs de sa décision de continuer à soutenir les projets déjà établis et de sa volonté d'augmenter son aide financière et technique par le biais de nouveaux mécanismes de coopération<sup>156</sup>.

Le ministre Aké a rencontré, outre M. Bussièrès, les ministres des Affaires extérieures, de la Santé et du Bien-être social, de l'Expansion économique régionale et des Transports. Il a encore été reçu par le Gouverneur Général et par les présidents de la Chambre des Communes et du Sénat<sup>157</sup>.

### 3 – LA HAUTE-VOLTA

Douze hauts fonctionnaires de la Haute-Volta, sous la direction du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de ce pays, le Colonel Félix Tiemtarboum, sont venus au Canada pour participer à la deuxième consultation annuelle sur la coopération et le développement entre le Canada et la Haute-Volta, du 13 au 15 octobre.

Le ministre de l'Expansion économique régionale, M. Pierre De Bané, et M. Tiemtarboum ont présidé la réunion au cours de laquelle les deux parties ont fait le point sur les programmes de coopération. Ils ont établi quatre domaines prioritaires pour les futurs

154. *Idem.*, *Communiqué no 109* (29 octobre 1981), p. 2.

155. *Idem.*, *Communiqué no 113* (20 novembre 1981), p. 2.

156. *Idem.*, p. 1.

157. *Idem.*, p. 3.

projets de coopération au développement économique et social de la Haute-Volta: le développement rural, la lutte contre la désertification, la recherche d'énergies nouvelles et le développement des infrastructures de transport et communication<sup>158</sup>.

M. Tientarboum a rencontré M. Pierre Bussièrès, ministre d'État aux Finances, M. Marcel Massé, président de l'ACDI, et M. Jacques Dupuis, sous-secrétaire d'État adjoint responsable du bureau des affaires des Nations Unies au ministère des Affaires extérieures.

#### 4 – LA NAMIBIE

Le 20 novembre, l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies faisait, au nom des cinq pays membres du Groupe de contact sur la Namibie, une déclaration sur l'état des efforts entrepris par celui-ci pour négocier un règlement du problème namibien.

M. Gérard Pelletier a fait état de la tournée africaine des représentants du Groupe de contact, qui ont visité la Nigéria, l'Angola (où ils ont eu des entretiens avec des représentants de la SWAPO en plus du gouvernement angolais), l'Afrique du Sud, la Namibie, le Botswana, le Zimbabwe, le Mozambique, la Zambie, la Tanzanie et le Kenya pour présenter les principes constitutionnels sur lesquels ils s'étaient entendus lors de leur rencontre du mois de septembre. M. Pelletier a affirmé que la réaction initiale aux propositions du Groupe de contact a été encourageante<sup>159</sup>.

Les membres du Groupe de contact proposent une négociation en trois phases. La première consiste à amener les parties en cause à prendre des engagements reliés à des principes généraux qui seraient reflétés dans la constitution d'une Namibie indépendante. La tournée africaine du groupe s'inscrivait dans le cadre de cette première phase. L'élaboration d'un accord sur les arrangements spécifiques que devra prendre le Groupe d'assistance des Nations Unies pendant la période de transition constituera la tâche de la seconde phase et la troisième verrait la détermination d'une date de départ de la mise en oeuvre de la résolution 435 des Nations Unies<sup>160</sup>.

M. Pelletier a par ailleurs condamné le projet de résolution en six points présentée à l'Assemblée générale par le Conseil pour la Namibie. Celui-ci condamne entre autres deux membres du Groupe de contact pour « collusion » avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire et appuie « la lutte armée du peuple namibien »<sup>161</sup>.

#### 5 – LE RWANDA

Lors de son voyage d'octobre en Afrique centrale, le ministre canadien de l'Expansion économique régionale, M. Pierre De Bané, a visité le Rwanda. Il y a rencontré le président, le général Juvénal Habyarimana, à qui il a remis un message personnel du Premier ministre canadien. Le Canada et le Rwanda ont signé, lors du passage du ministre De Bané, un accord général de coopération au développement<sup>162</sup>.

#### 6 – LE ZAÏRE

En visite au Zaïre à la fin d'octobre, le ministre De Bané a eu des entretiens avec le Commissaire d'État à l'Économie et à l'Industrie, M. Wa Syakasige, le Commissaire d'État

158. *Idem.*, *Communiqué no 104* (16 octobre 1981), p. 2.

159. *Idem.*, *Communiqué no 114* (24 novembre 1981), p. 2.

160. *Idem.*, pp. 1 et 2.

161. *Idem.*, pp. 2-3.

162. *Idem.*, *Communiqué no 109* (29 octobre 1981), p. 2.

aux Affaires étrangères et à la Coopération internationale, M. Yoka Mangono et le Premier Commissaire d'État, Nsinga Uduu Ongwakebi Untube. C'est à ce dernier que M. De Bané a remis une lettre personnelle adressée au président Mobutu Sese Seko de la part du Premier ministre canadien.

Au cours de son séjour, le ministre De Bané a signé avec le Zaïre un accord portant sur la deuxième phase d'un projet de coopération relié au secteur forestier. Le Canada et le Zaïre ont également souligné leur volonté de développer leurs relations bilatérales, plus particulièrement dans le domaine commercial<sup>163</sup>.

Les deux pays ont réaffirmé cet objectif lors de la première réunion de la Commission bilatérale canado-zaïroise, qui s'est tenue à Ottawa du 23 au 25 novembre. Le secrétaire d'État à la Coopération internationale du Zaïre, M. Lengema Dulia Yubasa Makanga, et le ministre d'État du Canada, M. Serge Joyal, dirigeaient les délégations des deux pays.

M. Makanga a rencontré à cette occasion le ministre Pierre De Bané, à qui il a remis un message du président Mobutu à l'intention du Premier ministre canadien, et M. Jacques Gignac, sous-secrétaire d'État suppléant au ministère des Affaires extérieures.

Il a été convenu que les deux pays rechercheraient les moyens d'accroître le volume de leurs échanges commerciaux et que les secteurs prioritaires de leurs projets futurs de coopération seraient le développement rural et la forêt<sup>164</sup>.

#### 7 – LES POLITIQUES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET D'AIDE HUMANITAIRE

Le Canada annonçait le 23 octobre l'octroi de prêts d'une valeur de \$21 millions au Zimbabwe, qui serviront à l'achat de locomotives et d'autres produits canadiens. Le Canada affirmait qu'il « honore ainsi une partie de son engagement à fournir au Zimbabwe une aide d'au moins \$10 millions par an au cours des cinq prochaines années »<sup>165</sup>. Il a également annoncé que les secteurs prioritaires de l'aide au Zimbabwe seraient la reconstruction et le développement en milieu rural, l'agriculture, le transport, le développement des ressources minières, l'assistance technique et la formation<sup>166</sup>.

On apprenait en novembre que le Canada participerait à un programme international pour la reconstruction du Tchad. Ce programme, évalué à environ \$200 millions sur trois ans, a été approuvé lors d'une conférence qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 novembre et à laquelle participaient entre autres la France, les États-Unis, la RFA et le Canada de même que des organismes internationaux tels le Programme des Nations pour le développement, le Fonds européen de développement, la Banque africaine de développement et le Fonds monétaire international. Certains pays et organismes ont pris divers engagements au cours de la rencontre. Quant aux États-Unis et au Canada, ils étudiaient la possibilité de fournir une aide alimentaire<sup>167</sup>.

Signalons l'inauguration du tronçon sénégalais du réseau panafricain de télécommunications, projet financé par le Canada et qui doit s'étendre à quatre autres pays pour avoir une longueur totale de 2,500 km, au coût de \$55 millions. À cette occasion, le président du Sénégal a qualifié d'exemplaire la coopération entre le Sénégal et le Canada<sup>168</sup>.

163. *Idem.*, pp. 1 et 2.

164. *Idem.*, *Communiqué no 115* (26 novembre 1981).

165. ACDI, *Communiqué no 81-49* (23 octobre 1981), p. 1.

166. *Idem.*, p. 1.

167. *Le Devoir*, 14 novembre 1981, p. 4.

168. *Le Devoir*, 2 décembre 1981, p. 10.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait le 23 novembre que l'ACDI verserait \$208,000 à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge pour venir en aide à Djibouti et au Mozambique. Un montant de \$158,000 devait servir à financer une équipe médicale et à l'achat de médicaments pour Djibouti alors que \$50,000 étaient destinés au Mozambique, qui subissait les effets de la sécheresse<sup>169</sup>.

M. MacGuigan annonçait le 16 décembre que l'ACDI verserait une subvention de \$1,6 million au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Ce montant était destiné aux réfugiés du Tchad (\$75,000) de l'Ouganda (\$250,000) et de l'Éthiopie (\$1,275,000) qui se trouvent au Soudan<sup>170</sup>.

On apprenait enfin le 24 décembre que l'ACDI verserait \$600,000 au Fonds des Nations Unies pour l'enfance afin de venir en aide aux femmes et aux enfants des régions touchées par la sécheresse en Éthiopie, par le biais de l'élargissement du programme d'immunisation contre certaines maladies transmissibles<sup>171</sup>.

## M — Le Canada et l'Asie

Le commerce et l'aide humanitaire ont dominé les échanges canado-asiatiques de l'automne. Nous examinerons dans les lignes suivantes les principaux événements qui ont mis en relation le Canada d'une part et la Chine, l'Indonésie, le Japon et les Philippines d'autre part, pour terminer avec la revue des programmes d'aide du Canada dans la région.

### 1 — LA CHINE

La Commission canadienne du blé a annoncé en novembre la vente de 1.5 million de tonnes métriques de blé à la Chine. Cette vente était la dernière à être conclue dans le cadre de l'accord de trois ans signé en février 1979, accord qui vient à terme le 31 juillet prochain. Les représentants de la Commission disaient souhaiter rencontrer les responsables chinois au printemps afin de négocier un nouvel accord à long terme<sup>172</sup>.

Le 9 décembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait qu'en réponse à un appel lancé par la Chine au Programme alimentaire mondial des Nations Unies, le Canada enverrait d'urgence à ce pays une quantité de blé d'une valeur de \$2 millions. Cet envoi toucherait les provinces de Hubei, et de Hebei, toutes deux victimes de graves désastres naturels en 1980. M. MacGuigan a fait remarquer que

Cette aide alimentaire du Canada constitue le premier projet bilatéral entre les deux pays depuis que la Chine a accédé au statut officiel de bénéficiaire, en juin dernier<sup>173</sup>.

Une équipe de l'ACDI a d'ailleurs séjourné en Chine au début du mois de décembre pour discuter du nouveau programme d'aide entre les deux pays<sup>174</sup>.

### 2 — L'INDONÉSIE

Le ministre des Affaires étrangères de l'Indonésie, M. Mochtar Kusumaatmadja, était en visite au Canada les 15 et 16 octobre. Il s'y était rendu à l'invitation du secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures et a également rencontré le président de l'ACDI<sup>175</sup>.

169. ACDI, *Communiqué no 81-55* (23 novembre 1981).

170. *Idem.*, *Communiqué no 81-61* (16 décembre 1981).

171. *Idem.*, *Communiqué no 81-63* (24 décembre 1981), p. 1.

172. *The Globe and Mail*, 19 novembre 1981, p. B6.

173. ACDI, *Communiqué no 81-60* (9 décembre 1981), p. 2.

174. *The Globe and Mail*, 10 décembre 1981, p. 20.

175. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 102* (13 octobre 1981).

Par ailleurs, le ministre d'État au Commerce, M. Ed Lumley, annonçait fin octobre que l'Indonésie achèterait des trains, des rails et d'autres produits canadiens d'une valeur de \$200 millions. Ces achats s'inscrivent dans le cadre d'un projet de construction de centrales électriques dans ce pays, projet pour lequel la participation canadienne s'élèvera, avec ces derniers développements, à \$371 millions. La valeur totale du projet s'élève à plus de 1.6 billion sur une période de dix ans<sup>176</sup>.

### 3 – LE JAPON

Début octobre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Marc Lalonde, a passé trois jours au Japon. Il y a rencontré le ministre des Affaires étrangères, M. Sunao Sonoda et des responsables du secteur de l'énergie. Le Japon a exprimé son désir de diversifier ses sources d'énergie et s'est montré intéressé au Canada en tant que fournisseur constant d'énergie. Le Japon pourrait importer plus de gaz naturel, de charbon et d'uranium canadiens<sup>177</sup>.

Du 12 au 15 novembre, c'était au tour du secrétaire d'État aux Affaires extérieures à se rendre au Japon, pour participer aux deuxièmes consultations annuelles des ministres des Affaires étrangères des deux pays. M. MacGuigan a eu des entretiens avec le premier ministre, M. Zenko Susuki, avec le ministre des Affaires étrangères, M. Suano Sonoda et avec le ministre du Commerce, M. Rokusuke Tanaka<sup>178</sup>.

Les discussions ont surtout porté sur le problème du surplus commercial du Japon avec la CEE et les États-Unis. Le Canada craint que le Japon, pour régler ce problème, accepte d'importer plus de produits industriels de ces deux partenaires sans lui accorder le même traitement. M. MacGuigan a cependant reçu l'assurance que les solutions envisagées pour régler la question du déséquilibre commercial du Japon avec l'Europe et la CEE ne pénaliseraient pas le Canada. Celui-ci a eu pour sa part un surplus commercial de \$1.5 billion avec le Japon l'an dernier<sup>179</sup>.

Enfin, on apprenait en décembre que le Japon importerait 1.3 million de tonnes métriques de blé du Canada, en 1982, soit un volume équivalent à ses importations pour l'année 1981, et 900,000 tonnes d'orge, une augmentation de 50,000 tonnes par rapport à 1981<sup>180</sup>.

### 4 – LES PHILIPPINES

Le ministre des Affaires étrangères des Philippines, le Général Carlos Pena Romulo, était au Canada du 7 au 10 octobre. Avec son homologue canadien, M. Romulo s'est entretenu de questions bilatérales et internationales. Les deux hommes ont discuté sur les bases de propositions philippines en matière de commerce, d'assurance des investissements étrangers, de coopération économique et énergétique, d'aide au développement et de coopération culturelle et scientifique<sup>181</sup>.

De passage à Manille au début d'octobre, le ministre fédéral de l'Énergie, M. Marc Lalonde, annonçait un crédit de \$10 millions à la Banque de développement des Philippines.

176. *Le Devoir*, 22 octobre 1981, p. 33 et *The Globe and Mail*, 21 octobre 1981, p. B2.

177. *The Globe and Mail*, 7 octobre 1981, p. B19.

178. Ministère des Affaires extérieures, *Communiqué no 111* (29 octobre 1981).

179. Donald KIRK, *The Globe and Mail*, 16 novembre 1981, p. 3.

180. *The Globe and Mail*, 10 décembre 1981, p. B11.

181. *Hebdo Canada*, vol. 9, no 43 (2 décembre 1981), p. 3.



La Société pour l'expansion des exportations fournit ce crédit qui doit servir à l'achat de produits textiles et de matériel de communication canadiens<sup>182</sup>.

#### 5 – LES POLITIQUES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET AUX RÉFUGIÉS

Le Canada s'est engagé au cours de l'automne à verser trois subventions pour venir en aide aux réfugiés afghans du Pakistan. M. MacGuigan a ainsi annoncé que l'ACDI verserait, dans le cadre de son programme de secours humanitaires, deux subventions de \$150,000 chacune au Comité international de la Croix-Rouge et à la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge<sup>183</sup> et un montant de \$3 millions au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés<sup>184</sup>.

Pour les réfugiés du Kampuchéa en Thaïlande, le Canada a annoncé le 24 novembre le versement de subventions d'une valeur totale de \$2,375,000 à quatre organisations internationales. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a reçu \$300,000, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés \$800,000, le Comité international de la Croix-Rouge \$375,000 et le Programme alimentaire mondial \$900,000<sup>185</sup>.

Le 30 novembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonçait la participation canadienne à la construction d'une usine intégrée d'engrais à base d'ammoniac et d'urée à Chittagong, au Bangladesh. L'ACDI versera \$25 millions pour l'achat d'équipements et de services canadiens<sup>186</sup>.

#### N — Chronologie\*

30 septembre :

- Le ministre de l'Industrie et du Commerce annonce le versement d'une subvention pouvant atteindre \$750,000 à l'Association des pêches de Terre-Neuve et du Labrador. La subvention permettra d'élaborer une stratégie d'exportation du maquereau de Terre-Neuve au Nigeria.

fin septembre-début octobre :

- À la réunion annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale qui a lieu à Washington, le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, affirme que les quote-parts du FMI devraient être révisées en tenant davantage compte des critères économiques. Il réaffirme l'importance de la lutte contre l'inflation et de la coopération économique internationale, notamment de la lutte contre le protectionnisme.

5 octobre :

- Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonce que l'ACDI et le Collège Pearson, de la Colombie-Britannique, accorderont quarante-huit bourses à des étudiants du tiers monde qui suivent des cours au Collège.
- La compagnie ouest-allemande Volkswagenwerk AG annonce qu'elle construira son usine de pièces automobiles à Barrie, en Ontario. Le gouvernement de l'Ontario lui accordera

182. *Le Devoir*, 10 octobre 1982, p. 2.

183. ACDI, *Communiqué no 81-44* (30 septembre 1981), p. 1.

184. *Idem.*, *Communiqué no 81-59* (3 décembre 1981).

185. *Idem.*, *Communiqué no 81-56* (24 novembre 1981).

186. *Idem.*, *Communiqué no 81-57* (30 novembre 81), p. 1.

\* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

une subvention de \$9.2 millions et le gouvernement fédéral lèvera les taxes à l'importation de pièces et de voitures de cette compagnie.

8 octobre :

- Le premier ministre Trudeau inaugure à Suva, aux Îles Fidji, l'École des ressources naturelles de l'université du Pacifique Sud. L'ACDI avait octroyé des fonds de \$8,03 millions pour la construction de cette école.

9 octobre :

- Le ministre d'État au Commerce du Canada, M. Edward Lumley, et le secrétaire des Transports des États-Unis, M. Drew Lewis, procèdent à l'ouverture de l'exposition internationale des transports publics de 1981, qui a lieu à Chicago. M. Lumley croit que cette exposition constitue une excellente occasion de faire connaître la technologie canadienne dans le domaine des transports en commun.

mi-octobre :

- Des hommes politiques et scientifiques canadiens et suédois se rencontrent pour comparer leurs problèmes respectifs liés aux pluies acides. La Suède, comme le Canada, doit convaincre d'autres pays de prendre des mesures pour combattre la pollution transfrontière.

18 octobre au 1<sup>er</sup> novembre :

- Le Canada participe aux activités des Semaines du Canada à Mannheim, en RFA.

26 au 28 octobre :

- Une délégation canadienne participe à la Conférence internationale des forces de libération qui se tient à Washington.

27 octobre - 18 décembre :

- Le Canada participe à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui poursuit ses travaux à Madrid après un arrêt de trois mois. La CSCE reprendra ses travaux le 9 février.

29 octobre :

- Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures annonce qu'une étude sera faite sur les possibilités de création d'une Fondation canadienne pour l'Asie et le Pacifique. Le but de cette fondation serait de promouvoir les intérêts canadiens en Asie et dans la région du Pacifique.

fin octobre :

- Le responsable de la direction de l'Afrique australe du Ministère des Affaires extérieures, M. Hartmuh Kroll, rencontre le président du Pan-Africanist Congress of Azania (PAC), un des mouvements de libération d'Afrique du Sud, M. Nyati Pokela. M. Kroll a assuré M. Pokela que le gouvernement canadien n'encourageait pas les compagnies canadiennes à investir en Afrique du Sud mais il a affirmé du même coup qu'il ne pouvait pas les empêcher de le faire en l'absence de mesures de sanctions économiques décrétées par les Nations-Unies. En ce qui concerne la Namibie, M. Pokela a demandé que le Canada et ses partenaires du Groupe des cinq soient plus sévères devant les attaques de l'Afrique du Sud contre l'Angola.

5 novembre :

- Le Premier ministre canadien reçoit le Family of Man Award décerné par le conseil des Églises de la Ville de New York.

6 au 13 novembre:

- Le Canada participe, à Mexico, à la foire « Technologie au Service de l'Homme », exposition scientifique et technique organisée avec l'aide des Nations Unies et d'environ quarante pays développés et en voie de développement. L'ACDI y a investi \$500,000, défrayant une partie des dépenses des exposants canadiens de même que la participation d'une trentaine de pays en voie de développement. Le ministre d'État au Commerce, M. Edward Lumley, représente le Canada à l'ouverture de l'exposition.

14 novembre:

- Le ministre des Finances, M. Allan J. MacEachen, annonce que le gouvernement canadien a complété les arrangements afférents à une émission privée de \$300 millions (US) auprès de l'Agence monétaire d'Arabie Saoudite. Le ministre déclare que ceci contribuera au développement d'un lien économique et financier entre les deux pays.

18 novembre:

- Le ministre des Communications, M. Francis Fox, annonce la conclusion d'un accord international sur le maintien à 10 kilohertz de l'espacement radio MA. M. Fox affirme que le Canada a joué un rôle de chef de file en incitant certains pays à appuyer le maintien de l'espacement à 10 kHz plutôt que l'adoption d'un plan d'espacement à 9 kHz proposée par plusieurs pays. Le Canada considérerait les coûts d'un tel changement plus considérables que les avantages qu'il en aurait retiré.

21 novembre:

- Le président de l'ACDI, M. Marcel Massé et le secrétaire aux Affaires économiques de l'Inde, M. R.N. Malhotra, signent à New Delhi trois conventions de financement fixant les modalités d'un prêt sans intérêt de \$125 millions à l'Inde. Celle-ci utilisera ces fonds pour le développement de l'agriculture, la recherche pétrolière et l'achat d'équipement pour la production d'énergie.

24 au 26 novembre:

- Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. Marc Lalonde, participe à un séminaire international organisé par l'OPEP. En marge du colloque, M. Lalonde doit rencontrer les ministres du pétrole d'Arabie Saoudite, le Cheikh Ahmed Zaki Yamani, d'Indonésie, le docteur Subruto, et du Koweït, M. el Ali Khalifa al Sabha, de même que le ministre de l'Énergie du Mexique, M. Jose Andres de Oteyza.

début décembre:

- Le Prix littéraire Canada-Suisse est décerné à l'écrivain Montréalais Gilbert La Rocque.
- En visite au Canada, le premier ministre de la Jamaïque, M. Edward Seaga, annonce la création d'un Comité d'affaires Canada-Jamaïque destiné à stimuler l'investissement canadien en Jamaïque. Il a également affirmé que les pays des Caraïbes doivent mettre sur pied, avec le Canada, les États-Unis et le Mexique, un plan conjoint de développement économique.

3 décembre:

- Le Prix littéraire France-Canada 1981 est attribué à MM. Laurent Mailhot et Pierre Nepveu, auteurs d'une *Anthologie de la poésie québécoise*.

7 au 9 décembre:

- M. Pierre De Bané, ministre de l'Expansion économique régionale et conseiller du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les Affaires francophones, préside la délégation canadienne à la Conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique qui a lieu à Libreville, au Gabon.

8 décembre :

- Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, présente à la Chambre des Communes un projet de loi visant à créer la société CANAGREX, société de la couronne dont le mandat sera d'accroître et de diversifier les exportations de produits alimentaires canadiens.

10 décembre :

- Le Canada ratifie la convention des Nations Unies sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes, adoptée en 1979 par l'Assemblée générale. Il l'avait signée le 17 juillet 1980.

10 décembre :

- M. Francis Fox, ministre des Communications, annonce que la Norvège s'est jointe au projet SARSAT de mise au point d'un système satellisé d'aide à la recherche et au sauvetage. Le Canada, la France et les États-Unis avaient conclu en 1979, un accord de coopération pour ce projet. L'Union soviétique participe à l'évaluation du système et des discussions ont lieu avec le Japon et le Royaume-Uni, qui pourraient également y prendre part.

17 décembre :

- Le ministre de l'Agriculture, M. Eugene Whelan, rencontre une délégation officielle du secteur agricole du Venezuela en visite d'étude au Canada, présidée par le directeur général du Fonds national de recherche pour l'agriculture et l'élevage, M. Luis Frometa Bello.

## II — Les Relations extérieures du Québec

(octobre à décembre 1981)

### A — Aperçu général

Dans un discours sur les fondements de l'activité internationale du Québec et les rapports Canada-Québec dans ce domaine présenté le 8 octobre devant le XIII<sup>e</sup> Congrès des relations internationales du Québec, le vice-premier ministre et ministre d'État au Développement culturel et scientifique, M. Jacques-Yvan Morin, a affirmé que l'action du Québec sur la scène internationale, en plus d'être « une obligation que tout État responsable se doit d'assumer (...) est à la fois *légitime et nécessaire*<sup>1</sup> ».

Devant ce qui est perçu, à Québec, comme une volonté du gouvernement fédéral d'étouffer le Québec sur la scène internationale, le vice-premier ministre a exprimé le souhait qu'Ottawa change d'attitude et reconnaisse la réalité des relations internationales du Québec. M. Morin a rappelé les « pressions exercées sur l'étranger » pour refuser au Québec le droit de représenter lui-même ses intérêts en Afrique francophone, les manœuvres d'Ottawa pour l'empêcher de participer à un éventuel sommet francophone de même que le récent boycottage du Québec par l'ACDI<sup>2</sup>.

1. *Allocution d'ouverture prononcée par le vice-premier ministre et ministre d'État au Développement culturel et scientifique, M. Jacques-Yvan Morin, XIII<sup>e</sup> Congrès des relations internationales du Québec, Université Laval, Québec, le 8 octobre 1981, p. 2.*

2. *Ibid.*, pp. 7 et 8.